

# CAHIER DE RECHERCHE - CEIM

---



**Continentalisation**  
Cahier de recherche 02-02

## **GOVERNANCE ÉLECTRONIQUE ET MARCHANDISATION DE LA DÉMOCRATIE**

*Maurice Bulbulian*

MARS 2002



Université du Québec à Montréal  
C.P. 8888, succ. Centre-ville  
Montréal, H3C 3P8

Tel.: (514) 987-3000 #3910  
<http://www.ceim.uqam.ca>

GROUPE DE RECHERCHE SUR L'INTÉGRATION CONTINENTALE  
<http://www.unites.uqam.ca/gric>

Les opinions exprimées et les arguments avancés dans cette publication demeurent l'entière responsabilité de l'auteur-e et ne reflètent pas nécessairement ceux du Groupe de Recherches sur l'Intégration Continentale (GRIC) ou des membres du Centre Études internationales et Mondialisation (CEIM).

*« Pourquoi la situation contemporaine est tellement incertaine? Parce que, de plus en plus, on voit se développer, dans le monde occidental, un type d'individu qui n'est plus le type d'individu d'une société démocratique ou d'une société où on peut lutter pour plus de liberté, mais un type d'individu qui est privatisé, qui est enfermé dans son petit milieu personnel et qui est devenu cynique par rapport à la politique ».*

Cornélius Castoriadis



**« Competition is a sin »...**

-John D. Rockefeller I (1839- 1937)

## PRÉSENTATION

Les technologies de l'information jouent un rôle déterminant dans nos sociétés contemporaines. Que ce soit au niveau des échanges financiers mondiaux *en temps réel*, des réseaux de production *just in time* qui relie Milan, Bangkok, Tijuana à la petite boutique de Pointe-Claire, des médias qui nous présentent la planète en direct par l'entremise de «*CNN live*», ainsi que du milliard prochain d'internautes, ces technologies sont en voie de modifier la substance même de nos relations avec nos semblables ainsi qu'avec le monde qui nous entoure.

La technologie comme telle a suscité les réflexions de nombre de penseurs allant des *substantivistes* (Heidegger, Marcuse, Ellul) qui voient en elle une création qui arraisonne à la fois l'homme et la nature dans un univers unidimensionnel, en passant par les *instrumentalistes* (Weber, Habermas) qui la considère comme un système obéissant à une logique propre et culminant avec les *trionphalistes* (Pierre Lévy, Negroponte *et al*)<sup>1</sup> qui appellent à la fusion du cerveau humain et de l'informatique dans une sorte de *noosphère* qui nous ouvrira les portes de l'univers.

Le débat demeure ouvert jusqu'à ce jour et, plus que jamais, une approche critique me semble nécessaire à qui tente de comprendre les phénomènes sociaux reliés aux technologies de l'information.

### La démarche et les objectifs

Le présent travail porte sur l'inforoute globale de l'information dans son rapport à la vie démocratique qu'elle est censée favoriser et au droit à l'information qui en découle.

Avec l'apparition d'Internet – une composante majeure de l'inforoute globale de l'information - un cortège de prophètes annoncent la venue d'une nouvelle *agora athénienne*. Internet déclenche une pléthore et un raz-de-marée de visions d'un monde nouveau de sociabilité accrue et de démocratie participante.

Nous sommes devant le premier médium qui possède – et ce, dès son inception – des caractéristiques véritablement globales. Pourquoi? Parce qu'Internet est le résultat d'une espèce de saut quantique qui est en voie d'opération dans le domaine de ce que les familiers appellent les NTI

---

<sup>1</sup> Certains auteurs, tel Philippe Breton, associent le culte de l'Internet à une certaine mystique qui allie Science et Religion. Ainsi, la «*noosphère*» de Theillard de Chardin et le «*village global*» de McLuhan ne seraient qu'une seule et même chose. (Pour le mysticisme à l'état pur voir Pierre Lévy : *World Philosophy*)

(Nouvelles Technologies de l'Information). Il s'agit de la *convergence*. La convergence tend à ramener en un seul tout, une série d'innovations technologiques distinctes - (téléphonie, messagerie, audio, vidéo, communication sans fil, positionnement par satellite, données numériques etc.) - qui assure, ou assurera une communication intégrale *en temps réel* à partir de n'importe quel point vers n'importe quel autre point de n'importe quel type d'information. Pour la première fois, dans l'histoire de l'humanité, toutes les formes de communications – textes écrits, données chiffrées, photographies, images mouvantes, son, paroles et musique, images « *live* » peuvent être codées sous forme numérique et relayés vers n'importe quel point de la planète à une vitesse proche de l'instantanéité. Selon les apologistes de la chose cette convergence créera une nouvelle ère civilisationnelle basée sur la mobilité et l'accès global au savoir.

Le problème majeur que d'autres y voient se situe au niveau de la concentration de toutes ces technologies entre les mains de quelques mégacorporations qui contrôlent ou contrôleront les réseaux, la distribution, le contenu et l'accès des utilisateurs ou, en d'autres mots, la totalité du système de communication. Nous sommes encore au stade de mise en place de ce système : il y avait 110 millions d'internautes en 1998, 300 millions en l'an 2000 et le nombre atteindra le milliard en 2010<sup>2</sup>. Selon ces mêmes critiques nous avons d'un côté, un contrôle croissant sur cette information et ce savoir et de l'autre, une dépendance accrue du fonctionnement de la société sur le système informationnel.

Dans une première partie, il s'agira de poser un regard sur la situation, à la lumière de ce que je nommerais les « textes fondateurs » politiques de cette inforoute de l'information. L'approche favorisée ici sera de deux ordres : d'abord, une analyse sommaire du discours de ces textes (nécessitant le passage obligé de nombreuses citations) ; puis, une analyse basée principalement sur ce que Golding et Murdoch nomment une économie politique critique fondée sur les relations entre les organisations politico-économiques et la vie socioculturelle<sup>3</sup>. Cette approche, au lieu de poser le déterminisme économique en dernière instance – en ce sens que finalement tout est relié aux forces économiques – pose la rationalité économique comme un des facteurs de l'environnement social. Cela permet de questionner les incidences culturelles de la dynamique étudiée.

---

<sup>2</sup> Herbert I. Schiller *Dominating the Electronic Era*; éd. anglaise du Monde Diplomatique, sept. 1998. <http://www.en.monde-diplomatique.fr/1998/09/02schiller>.

<sup>3</sup> Peter Golding et Graham Murdoch, "Culture, Communications, and Political Economy", in *Mass Media and Society*, James Curren et Michael Gurevitch, éditeurs, St Martin's Press, New York, 1997.

La seconde partie examinera de plus près le rapport entre les technologies de l'information, la démocratie et les droits des citoyens, plus particulièrement en ce qui a trait à la gouvernance.

## PREMIÈRE PARTIE

### 1- Les documents

Ces documents de base possèdent tous la particularité de provenir de sites sur Internet, ce qui pose des difficultés en ce qui concerne les références de pagination. Chaque référence contiendra par contre un sigle d'identification propre à chaque document (voir ci-après, le sigle indicatif, entre parenthèse à l'extrême-droite de chaque document), ainsi que la référence au site internet. Les autres références seront traitées de la façon habituelle.

Voici la liste des documents par ordre chronologique :

- **Discours du Président Clinton : (DC)**  
*Remarks by the President at American University Centennial Celebration;*  
The White House, Office of the Press Secretary; février, 1993<sup>4</sup>
- **L'infrastructure nationale de l'information : (NII)**  
*The National Information Infrastructure: Agenda for Action*  
The White House ; septembre 1993<sup>5</sup>
- **Premier discours du Vice-président Gore : (DG1)**  
*Remarks by Vice President Al Gore at National Press Club*  
The White House, Office of the Vice-President ; décembre 21, 1993<sup>6</sup>
- **Deuxième discours du Vice-président Gore : (DG2)**  
*Remarks Prepared for Delivery by Vice President Al Gore*  
Royce Hall, UCLA Los Angeles, California ; janvier, 1994<sup>7</sup>
- **Troisième discours du Vice-président Gore : (DG3)**  
*Remarks Prepared for Delivery By Vice President Al Gore*  
International Télécommunications Union, Buenos Aires ; mars, 1994<sup>8</sup>
- **Déclaration de Buenos Aires (DBA)**  
*Buenos Aires Declaration on Global Telecommunication Development for the 21st Century*  
International Telecommunications Union, Buenos Aires ; mars 1994<sup>9</sup>

<sup>4</sup> <http://clinton6.nara.gov/1993/02/1993-02-26-corrected-remarks-by-the-president-at-american-university.html>

<sup>5</sup> <http://www.ibiblio.org/nii/toc.html>

<sup>6</sup> <http://www.ibiblio.org/nii/goremarks.html>

<sup>7</sup> <http://www.turnoffyourtv.com/Gore.telecom.1994.html>

<sup>8</sup> [http://www.iitf.nist.gov/documents/speeches/032194\\_gore\\_giispeech.html](http://www.iitf.nist.gov/documents/speeches/032194_gore_giispeech.html)



- **L'Infrastructure globale de l'information (GII)**  
*The Global Information Infrastructure: Agenda for Cooperation;*  
 Ronald H. Brown, Secretary of Commerce ; février 1995<sup>10</sup>
- **Cadre pour le commerce électronique global : (FGEC)**  
*A Framework for Global Electronic Commerce*  
 The White House ; juillet, 1997<sup>11</sup>

## 2- Réflexions autour des textes

Le « discours » sur l'avènement du progrès par les vertus de la science et, en particulier, celui sur le rôle bienfaiteur de la technologie constituent un trait essentiel de la société américaine. Non seulement la technologie amplifie-t-elle le progrès matériel, mais elle lui confère orientation et signification. La technologie crée une éthique de l'innovation et la garantie de résultats (Escobar 95). Elle contribue à l'extension des idéaux modernistes en général et au rêve américain, cet « *American Dream* » de conquête de « nouvelles frontières » : nouvelle frontière de l'Ouest, ou conquête historique de l'espace du territoire; ensuite, conquête de l'espace planétaire et maintenant conquête du temps par l'exploration des nouvelles technologies de l'information. Perçue comme une entité neutre, cette technologie ne peut être que bénéfique et ne se présente pas comme un instrument ayant des visées au niveau de la création ou du contrôle d'un ordre culturel et social. S'allier la technologie est un pré-requis pour entrer dans le XXI<sup>ème</sup> siècle et un signe de « bonne gouvernance ».

### a) le rêve de Clinton/Gore

Au début des années 1990, le thème des NTI est dans l'air. La fin de l'ère du Président Bush-père se déroule sur fond de récession. Opportunistes, le candidat démocrate à la présidence Bill Clinton et son co-listier Al Gore font des NTI un des thèmes majeurs de leur campagne. Ils proposent une relance de l'économie basée sur l'essor des technologies :

If we are to safeguard the standard of living of American citizens and improve the ability of U.S. industry to compete in world markets, we must develop a coherent technology policy: A NEW FRAMEWORK FOR U.S. TECHNOLOGY POLICY. In order to implement an effective U.S. technology

---

<sup>9</sup> <http://www.igc.apc.org/habitat/ics/gii-itu/wtdc-bad.html>

<sup>10</sup> <http://www.iitf.nist.gov/documents/docs/gii/giiagend.html>

<sup>11</sup> <http://www.ecommerce.gov/framework.htm>

policy, I will declare that U.S. technological leadership is a national priority and organize the government for results.<sup>12</sup>

Suite à leur victoire, ils mettront peu de temps pour mettre en œuvre leurs politiques dans ce domaine. Il faut quand même poser quelques préalables avant de se laisser bercer par le rêve Clinton/Gore. Ces derniers ne sont pas des visionnaires, ils suivent le courant. Le contexte de la fin des années 1980, début des années 1990 est celui de la chute du mur de Berlin et de la victoire américaine suite à la Guerre du Golfe, événements qui auront incité Bush-père à promulguer l'avènement d'un Nouvel Ordre Mondial qui annonce déjà la « mystique » de la globalisation.

Au-delà des particularismes somme toute secondaires des administrations présidentielles qui se suivent, le discours de fond sur les vertus du libéralisme économique est d'une identité remarquable. Une autre caractéristique du discours est constitué par un amalgame qui associe une certaine rhétorique du social à un dogmatisme économique qui permet à chacun d'écouter ce qu'il veut bien entendre. Dans cette section, nous traiterons du rêve (le social) et dans la suivante du *credo* (l'économique).

Nous sommes en 1993, le Président Clinton, maintenant élu, doit sortir le pays du marasme économique. Certes il agit dans le court terme, mais il propose également, un nouveau rêve pour une Amérique prospère :

We need to continue our global leadership into the next century... We must challenge the changes now engulfing our world toward America's enduring objectives of peace and prosperity, of democracy and human dignity. And we must work to do it at home and abroad. It is important to understand the monumental scope of these changes. (DC)

Les nouveaux défis se joueront autour de la globalisation et à ce jeu, les Américains devront jouer gagnants. Et quelle est la nouvelle richesse à convoiter : c'est l'information, la Nouvelle Frontière, le nouveau rêve :

And most important of all, information has become global and has become king of the global economy. In earlier history, wealth was measured in land, in gold, in oil, in machines. Today, the principal measure of our wealth is information -- its quality, its quantity, and the speed with which we acquire it and adapt to it. We need more than anything else to measure our wealth and our potential by what we know and what we can learn, and what we can do with it.

... Now, together, it is time for us to reach out again. Toward tomorrow's economy. Toward a better future. Toward a new direction. Toward securing for you, students at American University, the American Dream. (DC)

Cet énoncé à l'effet que l'information devient la nouvelle mesure de la richesse, et que les technologies de l'information constituent la voie par

---

<sup>12</sup> NII related papers : *Technology the Engine of Economic Growth: A National Technology Policy for America*, September 18, 1992. <http://www.ibiblio.org/nii/tech-posit.html#info>

laquelle s'approprier cette richesse seront à la base de tout l'édifice conceptuel qui animera l'action d'une élite entrepreneuriale américaine – avec le support du gouvernement américain –, et ce, jusqu'à aujourd'hui.

Le Vice-Président Al Gore, sera chargé de piloter le dossier technologique et plus précisément celui de la mise en place d'une infrastructure nationale dédiée à l'information, le « *National Information Infrastructure* » (NII) ou l'autoroute de l'information. À lui revient la tâche de préciser le rêve. Cette autoroute servira à aplanir les écarts qui existent entre les « *haves* » et les « *have nots* » (les biens nantis et les pauvres), ces derniers devenant les bénéficiaires d'un service qui se veut socialement universel :

As we think about the future of universal service, we as a society ought to think about what kind of service and on what group of people we must concentrate. Schools -- and our children -- are paramount. ... "there are thousands of buildings in this country with millions of people in them who have no telephones, no cable television and no reasonable prospect of broadband services. They're called schools." When it comes to ensuring universal service, our schools are the most impoverished institution in society. Only 14% of our public schools used educational networks in even one classroom last year. Only 22% possess even one modem. We cannot relax restrictions from legislation and judicial decisions without strong commitments and safeguards that there will be a "public right of way" on the information highway. We must protect the interests of the public sector. The less fortunate sectors of the population must have access to a minimum level of information services through subsidies or other forms of a public interest tithes. (DG1)

L'autoroute de l'information se présente comme un outil de renforcement des capacités des citoyens – *empowerement* -. Et aux premières critiques qui se font jour, à savoir si cette autoroute possède un caractère véritablement universel, le Vice-Président est clair :

The principles that I have described thus far will build an open and free information marketplace. They will lower prices, stimulate demand and expand access to the National Information Infrastructure. They will, in other words, help to attain our final basic principle -- avoiding a society of information "haves" separate from a society of information "have nots". There was a Washington Post headline last month: "Will the 'Information Superhighway' Detour the Poor?" Not if I have anything to do about it. After all, governmental action to ensure universal service has been part of American history since the days of Ben Franklin's Post Office. We will have in our legislative package a strong mandate to ensure universal service in the future. (DG2)

- Toutes les écoles « branchées » sur les sources du savoir;
- Les trésors de la littérature, des arts et les chef-d'œuvres des musées disponibles sur demande;
- Services de santé en ligne éliminant toute attente;
- Bureau à domicile éliminant de longues heures de voyage sur les autoroutes encombrées;

- Petites entreprises qui pourront recevoir électroniquement des commandes de marchandises aussitôt relayées aux machines productrices;
- Accès à plus de 500 canaux de télévision venant de tous les points de la planète;
- Accès rapide aux services du gouvernement avec un traitement personnalisé;
- Et plus encore.

Avec le rêve Clinton-Gore, un nouveau paradigme est né, celui de la communication.

Comment réaliser ce rêve?

#### b) *le Credo et le NII*

Dans son discours devant les membres de l'Académie de la télévision, en janvier 1994, le Vice-Président Gore énonce les principes qui sous-tendent la vision de l'infomoute de l'information :

We begin with two of our basic principles -- the need for private investment and fair competition. The nation needs private investment to complete the construction of the National Information Infrastructure. And competition is the single most critical means of encouraging that private investment...

In the information marketplace of the future, we will obtain our goals of investment, competition and open access only if regulation matches the marketplace. That requires a flexible, adaptable regulatory regime that encourages the widespread provision of broadband, interactive digital services ...

Reforming our communications laws is only one element of the Administration's NII agenda. We'll be working hard to invest in critical NII technologies. We'll promote applications of the NII in areas such as scientific research, energy efficiency and advanced manufacturing. We'll work to deliver government services more efficiently. We'll also update our policies to make sure that privacy and copyright are protected in the networked world. (DG 2)

L'action gouvernementale pose le cadre d'action général confirmant la primauté donnée à l'industrie privée, la dérégulation, les investissements du gouvernement dans l'industrie et la protection de la propriété intellectuelle, qui, au total, formeront les assises de ce nouveau marché de commercialisation de l'information. Il faut voir dans cette mise en place un exemple du rapport très étroit entre le gouvernement américain et l'industrie privée. Dans le cas des NTC, l'ensemble de ces mesures sera contenu dans un plan directeur, le « *National Information Infrastructure* », outil par lequel le tout sera mis en place. Ce dernier document reprend, en les explicitant dans les détails, les principes « fondateurs » énoncés précédemment par le Vice-Président Gore et confirme la centralité de l'investissement privé dans le secteur :

The private sector will lead the deployment of the NII. In recent years, U.S. companies have invested more than \$50 billion annually in telecommunications

infrastructure... business [are] responsible for creating and operating the NII.  
(NII)

Pour compléter le tout, un *task force*, (groupe de travail), est mis sur pied et un conseil consultatif – dont les membres représentent les grandes corporations dans le domaine des télécommunications – formuleront ensemble l’agenda de travail. Ces deux groupes sont aujourd’hui toujours actifs et relèvent du *Department of Commerce*.

La première tâche de ces deux groupes sera de procéder aux enchères du spectre des ondes radio jusqu’ici considérés comme « bien public ». Les géants des télécommunications s’approprient 75% de ces bandes passantes et détiennent 49% du reste, réservé aux petites entreprises. Herbert I. Schiller, professeur à l’Université de la Californie à San Diego, commente ainsi cet état de chose :

The corporate communication industry has responded to these new and potentially rewarding opportunities with a frenzied merger and concentration movement, piling resources and capital into enormous companies. There has also been a rash of governmental auctions from the radio spectrum to the telecommunications giants, in preparation for new and expanded services that the new spectrum holders will deem profitable. Here too, and with no debate, public property - the air waves - has been removed from social accountability and released to those whose commercial interests are inherently incompatible with community requirements.<sup>13</sup>

Nous voici, à mon avis, au cœur du débat. Présentant l’information de l’information comme un bien public, Clinton/Gore le livre – pieds et poings liés – aux intérêts privés représentées ici par les grandes corporations des télécommunications. Mais cette mise en place au niveau national ne constitue que la première étape d’un processus qui vise encore plus haut.

### c) *du national au global : le GII et le FGEC*

Le Vice-Président Gore est en pèlerinage à Buenos Aires à la rencontre de l’Union internationale des télécommunications<sup>14</sup> :

I have come here, 8,000 kilometers from my home, to ask you to help create a Global Information Infrastructure. (DG3)

D’abord, la rhétorique :

The President of the United States and I believe that an essential prerequisite to sustainable development, for all members of the human family, is the creation of this network of networks. To accomplish this purpose, legislators, regulators, and business people must do this: build and operate a Global Information Infrastructure. This GII will circle the globe with information superhighways on which all people can travel. (DG3)

<sup>13</sup> Article du Monde diplomatique cité en page 5 de ce texte.

<sup>14</sup> Voir Notes de fin A au sujet de l’UIT

encore de la rhétorique :

The GII will not only be a metaphor for a functioning democracy, it will in fact promote the functioning of democracy by greatly enhancing the participation of citizens in decision-making. And it will greatly promote the ability of nations to cooperate with each other. I see a new Athenian Age of democracy forged in the fora the GII will create. (DG3)

et puis, les vrais enjeux :

We propose that private investment and competition be the foundations for the development of the GII ». (DG3)

« Private investment ... competition ... flexibility ... open access ... universal service. In addition to urging the delegates of this conference to adopt these principles as part of the Buenos Aires Declaration, guiding the next four years of telecommunications development. I assure you that the U.S. will be discussing in many fora, inside and outside the ITU, whether these principles might be usefully adopted by all count. (DG3)

Le Vice-Président ne fera évidemment pas mention de l'intention américaine de s'assurer la direction globale de l'économie mondiale à travers le contrôle de l'information. Dans les mois qui suivirent, le groupe de travail de l'UIT reconnaîtra l'ensemble des 5 principes de base tels que formulés dans le document américain sur le GII publié par le Secrétaire au Commerce Ronald H. Brown : *The Global Information Infrastructure : Agenda for Cooperation*. Le document fait d'abord état des acquits :

Vice President Gore called upon every nation to establish an ambitious agenda to build the GII, using the following five principles as the foundation:

- o Encouraging private sector investment;
- o Promoting competition;
- o Providing open access to the network for all information providers and users;
- o Creating a flexible regulatory environment that can keep pace with rapid technological and market changes; and
- o Ensuring universal service.

Leaders from the world telecommunications community incorporated these five principles into the ITU's "Buenos Aires Declaration on Global Telecommunication Development for the 21st Century." (GII)

Encourager l'investissement privé et la compétition, bien entendu, ce qui constituera l'assise de base. Assurer la libre circulation de l'information qui elle, ouvrira l'ensemble des réseaux aux productions multimédias originant des géants américains sans restriction et au-dessus de toute norme nationale de priorité. Un « environnement régulateur flexible » est un euphémisme pour « dérégulation » qui elle veut dire participation étrangère dans la propriété des réseaux. « services universels » signifie distribution de l'information à tous ceux qui ont les moyens de se les procurer. Le secteur privé doit pénétrer les zones potentiellement rentables dans le reste du monde :

Given the facts that the worldwide market for information technology, products, and services is currently valued at \$853 billion, and that worldwide investment in telecommunications infrastructure alone is expected to exceed \$200 billion by 2004, both developed and developing countries need to find ways to share in this growth and prosperity. Attracting private sector investment is the most effective way for countries to do so – as well as to improve their networks and services, promote technological innovation, and succeed within the competitive global economy. The reasons extend beyond the purely financial: In addition to providing inflows of capital, private investment also stimulates development of new technologies, equipment, services, new sources of information, and managerial skills all of which help speed infrastructure growth and improvements, increase efficiency in the provision of services, and permit greater responsiveness to consumer needs. (GII)

À remarquer ici, le glissement qui s'est effectué, passant de la participation des citoyens aux besoins des consommateurs. Le déplacement public → privé est accompli par simple prestidigitation! Le lancement de cette « autoroute des autoroutes » arrive au moment où les conditions pour un « nouvel ordre mondial des corporations » se mettent en place grâce à la bienveillance des organismes internationaux que nous connaissons. En 1994, les industries de câblodiffusion et de téléphonie représentent un chiffre d'affaires de \$200 milliards annuels tandis que ceux du divertissement (*entertainment*) sont de \$340 milliards. Ces secteurs croissent deux fois plus rapidement que celui de la consommation générale. Et, ces chiffres ne représentent que le secteur domestique américain (Canada compris probablement, car les corporations de communication considèrent notre pays comme faisant partie de leur marché domestique !). On peut imaginer, à partir de ces chiffres, le potentiel mondial au niveau du chiffre d'affaires. Là réside le véritable enjeu :

The electronic information highway is being promoted as a powerful means to even out the disparities and inequalities that afflict people inside the United States and throughout the world economy. Vice-President Gore's and President Clinton many statements about the information highway, reassure that the project will reduce the gulf that separates the "haves ." from the "have nots " in education, health and income. Yet, the ground condition, the nonnegotiable policy of the project contradicts that promise.<sup>15</sup>

La production et la vente de contenus pour les autoroutes de l'information sont inséparables des revenus qui en résultent et donc des profits qu'ils peuvent générer. La logique des forces du marché oriente la production et la recherche de clients vers ceux dont les revenus sont les plus élevés. Est-ce que Time-Warner, AT&T et Microsoft se préoccuperont d'inégalités sociales lorsque tous leurs efforts se concentrent vers les marges de profits? Schiller affirme sans ambages que nous nous dirigeons vers une nouvelle ère d'impérialisme américain dans le domaine des communications :

---

<sup>15</sup> Schiller, Herbert I., *Information Inequality: the Deepening Social Crisis in America*; Routledge, New York, 1996. p. 96.

... the United States is doing everything to maintain its primacy using its economic, military and cultural strength. Unilaterally and for its sole benefit, it intends to fix the rules for the "electronic era" in order to assure itself global electronic mastery in the next century.<sup>16</sup>

Il n'est même pas besoin d'avoir recours aux théories conspirationnistes tant les enjeux sont définis au grand jour par un certain nombre de protagonistes influents. Ainsi, un ancien Sous-secrétaire à la Défense, Joseph S. Nye et, William Owen, ex-adjoint au Chef d'état major, tous deux sous la présidence de Bill Clinton déclarent :

... the one country that can lead the information revolution will be more powerful than any other... and, for the foreseeable future, that country is the United States. Just as nuclear dominance was the key to coalition leadership in the old era, information dominance will be the key in the information age. ... Information is the new coin of the international realm, and the United States is better positioned than any other country to multiply the potency of its hard and soft power resources through information.<sup>17</sup> (*je souligne*)

Il est intéressant de voir ces deux militaires à la retraite se recycler dans le domaine des communications électroniques. Un autre membre de l'Administration Clinton, David Rothkopf est encore plus explicite si faire se peut :

For the United States, a central objective of an Information Age foreign policy must be to win the battle of the world's information flows, dominating the airwaves as Great Britain once ruled the seas . ...It is in the economic and political interests of the United States to ensure that, if the world is moving to a common language, it be English; that, if the world is becoming linked by television, radio and music, the programming be American; and that, if common values are being developed, they be values with which Americans are comfortable.<sup>18</sup>

Rothkopf et les siens posent, sans pudeur aucune (voir ci-bas le titre même de son article), l'objectif avoué de l'impérialisme culturel américain. On constate que cette « nouvelle richesse », l'information, et que ce nouveau paradigme des communications, proposés par le Président Clinton en 1993, sont devenus, en moins d'une décade, une réalité de première évidence. Les jeux sont à peine commencés qu'ils sont déjà faits.

Dans le sillage de la rencontre de Buenos Aires, les pays du G-7 endossent ces mêmes principes à leur tour, lors d'une Conférence ministérielle à Bruxelles en 1995, et ils s'engagent de plus à collaborer ensemble afin de réaliser « une vision commune pour une société globale de l'information »<sup>19</sup>

<sup>16</sup> Article du Monde Diplomatique cité en page 5.

<sup>17</sup> Joseph S. Nye et William A. Owens, "America's Information Edge", *Foreign Affairs*, mars/avril 1996., (Cité dans l'article de Herbert I. Schiller).

<sup>18</sup> David Rothkopf, "In Praise of Cultural Imperialism?", *Foreign Policy*, no. 107, été 1997. (Cité dans l'article de Herbert I. Schiller).

<sup>19</sup> *G-7 Ministerial Conference on the Information Society*, 1995.



L'agence de presse Reuters<sup>20</sup> fait état du rôle important joué par les représentants des corporations privées qui ont profité de l'occasion pour exercer un lobby en faveur d'un marché ouvert, de réglementations minimales et de l'enchâssement des droits de propriété intellectuelle. Selon Christine L. Borgman,<sup>21</sup> la déclaration finale du G-7 pose de sérieux problèmes :

The G-7 policy statements that frame a global information infrastructure have raised considerable concern about human rights and social protections from adverse consequences of its use. Though the G-7 principles include a general statement about privacy and comment on the need to monitor the social implications of the information society, they do not ensure legal protection of rights such as privacy, free expression, and access to information. Despite requests by human rights groups, the G-7 principles omit references to assurances in the United Nations Declaration of Human Rights that were approved in 1948. Particularly relevant are articles 12 and 19.<sup>22</sup>

Et ce n'est pas la fin.

Les États-Unis poursuivent leurs efforts sur le plan international auprès des organismes multilatéraux. En date du 1<sup>er</sup> juillet 1997, la Maison Blanche lance une nouvelle offensive en publiant *The Framework for Global Electronic Commerce* qui propose la libre circulation du commerce électronique aux niveaux domestique et international. D'abord les prémices : de quel marché s'agit-il et comment le réguler :

World trade involving computer software, entertainment products, information services, technical information, product licenses, financial services and professional services (business and technical consulting, accounting, architectural design, legal advice, travel services etc.) has grown rapidly in the past decade, now accounting for well over \$40 billion of US exports alone ...

Governments should encourage industry self-regulation wherever appropriate and support the efforts of private sector organizations to develop mechanisms to facilitate the successful operation of the Internet. (FGEC)

Évidemment, l'autorégulation venant de la part de corporations signifie plutôt « dérégulation » et non-ingérence de la part des États nationaux. Ceci dit, le document invoque, un peu plus loin, le premier amendement de la Constitution américaine portant sur l'exercice de la liberté de parole pour justifier la libre circulation mondiale de l'information. On accorde ainsi aux corporations un droit de libre-expression jusqu'ici réservé aux individus. Selon Schiller cette confusion porte en elle des conséquences désastreuses :

When this willful confusion is permitted to exist, as it is in the United States today, efforts to protect the public against plutocratically-financed expression are

<sup>20</sup> *Industrialists Urge G7 to Set Info Highway Rules*, février le 25, 1995.

<sup>21</sup> Christine L. Borgman, *From Gutenberg to the Global Information Infrastructure: Access to Information in the Networked World*, MIT Press, mars 2000.

<sup>22</sup> Voir Notes de fin **B** pour le libellé de ces deux articles.

prevented. This is even more the case in the international sphere where nations, to the extent that they accept a corporate definition of free flow of information, are deprived of their cultural and often political sovereignty.

It is, in fact, actions that might be taken by states defending their autonomy that are the concern of Washington and their constituents in the high tech corporate communication sector. Accordingly, taxes and tariffs on the Internet, threats to copyright protection for motion pictures, computer software and sound recordings disseminated via the GII, security of data base and patent holdings - all the forms of property in an information age - are worrying to the new property-holders. The Framework documents firmly states: "The legal framework supporting commercial transactions on the Internet should be governed by consistent principles across state, national and international borders that lead to predictable results regardless of the jurisdiction in which a particular buyer or seller resides." <sup>23</sup> (C'est moi qui souligne)

À l'intérieur même du discours libéral, la promotion de la concurrence, le fameux « *fair play* », ne sert qu'à masquer le véritable résultat de l'opération : la concentration des réseaux de communication entre les mains de quelques corporations transnationales (voir plus bas), dignes émules de l'ère des barons financiers :

#### ***d) la critique de l'inforoute globale***

Pourquoi, dans le déploiement international du réseau de l'autoroute des autoroutes les États-Unis insistent-ils tant pour imposer aux autres pays du monde le Premier Amendement de sa constitution portant sur la liberté de presse et de parole? Le principe du « *Free Flow of Information* » est devenu la formulation moderne de cet amendement. Dans un essai écrit en 1954, Harold Innis soutient que cet amendement assure davantage la protection de la technologie de la presse écrite (et par extension actuelle celle des technologies de l'information), et qu'en ce sens elle restreint plus qu'elle ne protège la liberté de presse et de parole :

Freedom of the press has been given constitutional guaranties as in the United States [and] has provided bulwarks for monopolies which have emphasized control over space. Under these conditions the problem of duration or monopoly over time has been neglected, indeed obliterated. Time has been cut into pieces the length of a day's newspaper. <sup>24</sup>

Pour mieux comprendre cette position d'Innis, il faut savoir que ce dernier considère la technologie de l'imprimerie comme un facteur essentiel de la formation historique de l'État nation à cause de son caractère uniformisateur du droit et de la parole. Là où auparavant existaient des droits coutumiers divers et

---

<sup>23</sup> Article du Monde diplomatique cité en page 4.

<sup>24</sup> Harold Innis, "Concept of Monopoly and Civilization", *Explorations No 3*, 1954. (cité dans Carey, 1989)

des langages vernaculaires différents, l'imprimerie (et la diffusion de documents imprimés dans les administrations étatiques, dans le système judiciaire et dans les écoles) a remplacé les traditions orales régionales qui échappaient au contrôle des nouveaux États. Dans un esprit pré-foucauldien, Innis soutient que l'imprimerie a permis le contrôle de l'espace national. Je reviendrai plus en détail sur ses théories au début de la seconde partie.

Schiller quant à lui, regarde le même phénomène d'un point de vue actuel, mais similaire. Son dernier ouvrage sur le sujet<sup>25</sup> défend la thèse qu'aux États-Unis, un examen de la situation nationale de l'information au niveau des réseaux et des contenus amène à conclure à la mainmise des deux systèmes par un petit nombre de corporations et cet état de fait constitue pour lui une crise :

Simply stated, the information crisis – denial of access and debased messages and images – deepens social inequality and intensify the general social crisis.<sup>26</sup>

L'apparition d'innovations dans le domaine des technologies de la communication a donné lieu, par le passé, à une prise en charge de la part de corporations marchandes avec l'objectif de commercialiser leur potentiel et d'en tirer des profits. Songeons à la radio, la télévision, le câble, et, plus près de nous aujourd'hui, les satellites, les communicateurs personnels, la transmission numérique et l'Internet. Compte tenu du système économique dans lequel nous vivons, il y a une certaine normalité à ce qu'il en soit ainsi, selon les normes et limites dudit système.

Mais au-delà de cette normalité, il y a des phénomènes, autant interprétatifs que factuels, qui demandent à être examinés de plus près. Pour les critiques du néolibéralisme, (et Schiller me semble en être), un certain triomphalisme et une foi aveugle dans le progrès stimulé par l'économie marchande cache un climat de détresse sociale croissant encore plus refoulé dans l'ombre par le fait que le nouveau paradigme des technologies de l'information est appelé à jouer le rôle de *celui par qui tout peut s'arranger*. Il ne faut pas oublier que l'une des assises parmi les plus fortes du monde occidental, celle du progrès commence à être malmenée par la montée du mouvement écologiste et par la philosophie du « *Small Is Beautiful* ». Les technologies de l'information, par contre, sont propres, immatérielles et ne polluent pas (c'est, il va sans dire, sans compter toutes les externalités de l'industrie qui produisent les composantes physiques des technologies de l'information).

Philippe Quéau, Directeur de la division de l'information et de l'informatique de l'Unesco résume la situation ainsi<sup>27</sup> :

<sup>25</sup> Schiller, Herbert I, *Information Inequality: the Deepening Social Crisis in America*, Routledge, New York, 1996.

<sup>26</sup> *Idem*. Introduction, p. XVI.

<sup>27</sup> Philippe Quéau, « Les termes inégaux des échanges électroniques », *Data Communication*, Paris, No 1, octobre 1998

Patiemment conduite depuis les années 80, la stratégie des États-Unis dans le domaine des télécommunications porte maintenant ses fruits. Elle a consisté à déréglementer le marché intérieur américain afin de susciter, par la concurrence, des compétiteurs suffisamment puissants, sur le plan financier comme sur le plan technique, pour s'attaquer ensuite aux marchés extérieurs. L'Europe et l'Asie, qui s'étaient refusées à développer leurs propres infrastructures, voient aujourd'hui ces firmes en prendre le contrôle.

On a souvent dit de la société américaine que la promotion de l'individualisme entraînait avec elle le goût du risque dans les affaires, et une justification morale de la recherche du profit (Tocqueville, Weber). Dans le domaine des télécommunications ils ont risqué « gros » et cela leur a rapporté « encore plus gros ». Le premier risque a consisté à démembrer, à partir de 1984, les monopoles dans le domaine des communications représentés par les conglomérats de l'AT&T (service de la téléphonie nationale), et celui de l'ITT (service international) par une déréglementation amorcée beaucoup plus tôt qu'ailleurs, ce qui a permis des baisses tarifaires importantes aux États-Unis. Le second risque a été de répercuter ces baisses tarifaires auprès des utilisateurs afin d'augmenter le volume du marché. Le double risque s'avère gagnant : « en moyenne, le coût des liaisons spécialisées entre les pays européens - les fameuses « autoroutes de l'information » ou « dorsales » ( *backbones*) par lesquelles transite le trafic Internet - est dix-sept à vingt fois supérieures au coût de liaisons équivalentes aux États-Unis ». <sup>28</sup> En même temps, on repoussait les limites de la technologie ce qui au total donnait une avance ainsi qu'une position concurrentielle indéniables aux Américains :

Alors le piège s'est refermé. Cela a commencé avec le détournement de trafic rendu possible par un écart absolument anormal des tarifs entre les États-Unis et les autres pays. Cette concurrence, qualifiée de « *dumping* » par certains observateurs, n'a toutefois pas trop inquiété au début. Bien au contraire, les monopoles nationaux ont laissé faire, parce qu'ils profitaient sans coup férir des rentes de l'activisme américain. Mais les Américains ont sifflé la fin de la récréation, non sans s'être d'abord assuré une situation de domination, qui, de plus, bénéficie de la loi d'airain des « rendements croissants » aux effets tellement démultiplicateurs dans le domaine des réseaux et de l'économie de l'immatériel.

Qu'on en juge ! Au moment où le trafic lié à Internet vient de dépasser le trafic téléphonique mondial, les treize premiers fournisseurs mondiaux d'accès Internet sont tous américains. British Telecommunications (BT), le premier européen, n'arrive qu'à la quatorzième place. Worldcom, propriétaire du premier fournisseur, UUNet, est bien placé pour dominer le marché mondial, avec sa récente acquisition du deuxième fournisseur, MCI Communications. Et

---

<sup>28</sup> *Idem.*

le reste du monde assiste, en spectateur impuissant, à la prise de contrôle des réseaux globaux .<sup>29</sup>

Le marché mondial des services de télécommunications s'élevait, en 1996, à 440 milliards de dollars, et devrait atteindre 900 milliards en 2001. La Triade (E.U., Europe, Japon) représente 85 % de ce marché mondial.<sup>30</sup> L'accord sur les technologies signé le 15 février 1997 au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) pour la libéralisation des télécommunications à l'échelle planétaire consacre le principe de la déréglementation : désormais, 75 % du marché mondial des télécommunications est déréglementé.<sup>31</sup>

Il y a bien sûr, d'un côté, ceux et celles qui font l'apologie sans limite de ce qui est considéré comme la plus grande révolution depuis l'imprimerie. Dans l'esprit des concepteurs initiaux de la phase publique d'Internet,<sup>32</sup> il s'agissait d'un service public à caractère universel. De façon générale, les critiques adressées face au développement que prend l'inforoute globale soulignent le potentiel énorme que représente pour l'humanité l'utilisation de ce système d'accès au savoir, à la culture et au dialogue interculturel. Du même souffle, ils rejettent la mainmise commerciale sur le système, qui, pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, transformera la culture en une industrie dont les profits dépasseront ceux de la production de biens matériels. Dans un *E\*zine*<sup>33</sup> nommé CTHEORY consacré aux communications, on retrouve, sous le plume électronique de Bernhard Serexhe<sup>34</sup>, le point de vue suivant :

For the first time in human history, the cultural sector which, by its nature, is not preoccupied with the race for raw materials, is promising profit-earning capacities that will exceed those of the traditional material-based industries.

In the face of today's clear trend towards an oligopolistic market, it is necessary to distinguish between the "cyberspace" myth, a vision of a virtual, cosmopolitan and liberal universe, and the industrial project of the "information superhighway," a powerful instrument in the advanced marketing of audio-visual products and other pay services. Contrary to the democratic pretensions in which the information and image industries would have us believe, the "info-cracy" may also have an inherently totalitarian tendency. In the case of their progressive monopolization, the new technologies may also turn out to be an instrument for the worst of totalitarianisms, that of a "brave new world" in which everyone will be content, well-informed about all he or she should know in order to play a useful role, but ignorant of the rest, which need not be known, and amused permanently, even to satiety.

---

<sup>29</sup> *Idem.*

<sup>30</sup> Pierre Musso, « Vers un oligopole mondial », *Manière de voir*, # 46, juillet-août 1999.

<sup>31</sup> *Idem.*

<sup>32</sup> Voir Notes de fin C.

<sup>33</sup> Voir Notes de fin D.

<sup>34</sup> Bernhard Serexhe, "Deregulation/Globalization : The Loss of Cultural Diversity ?" *CTHEORY*, <http://www.ctheory.com/>

Lors d'un Congrès international de l'UNESCO portant sur les enjeux éthiques, juridiques et sociétaux du cyberspace, la chercheuse Elizabeth Longworth<sup>35</sup> se réfère, notamment «aux antagonismes entre les droits de propriété intellectuelle et les *espaces publics de l'information* ». Elle pose la nécessité du principe du « bien public mondial » :

En effet, si la création de savoir est la clé du progrès humain, alors il est fondamental de multiplier les informations du domaine public et de faciliter un accès universel (et équitable) à cette information pour le bien des personnes et pour réduire la fracture numérique qui sépare les nantis de l'information et les indigents de l'information. Pour tâcher de combler ce fossé numérique, il est impératif d'imaginer des stratégies et des activités susceptibles d'élargir le savoir mondial relevant de la catégorie d'information du domaine public et d'en augmenter la proportion.

Une collègue de madame Longworth à la même conférence, Christine Maxwell de *l'Internet Society*, souligne la nécessité de s'entendre sur les principes fondamentaux des droits de l'information :

Etant donné le caractère omniprésent de l'information électronique, l'accès aux technologies de l'information et des communications est en passe de devenir une condition nécessaire pour que les peuples puissent jouir de nombreux droits énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme. Avec la reconnaissance du rôle central et stratégique joué par l'information dans toutes les activités de notre vie : de la politique aux opérations bancaires, de l'éducation à la consommation, du fonctionnement de l'Etat et du système socio-juridique à l'organisation de la culture en passant par notre identité, il sera bientôt nécessaire d'engager les négociations d'un accord politique sur les principes fondamentaux des droits de l'information alors même que les débats pour la garantie des Droits de l'homme et la sécurité de l'environnement n'ont cessé de gagner du terrain dans leur action de sensibilisation du grand public durant le siècle dernier. C'est là une mission que l'UNESCO pourrait très bien envisager d'assumer à l'avenir entre autres efforts que l'Organisation déploie pour trouver les meilleures solutions aux problèmes de l'Accès Universel à l'aube du XXIe siècle. <sup>36</sup> (*C'est moi qui souligne*).

Voici qu'apparaît une problématique majeure reliée à l'ensemble des technologies de l'information : celle du droit à l'information. L'article 12 de la Déclaration des droits de l'homme vise à la protection de la vie privée des individus contre toutes formes d'immixtions arbitraires et l'article 19 affirme le

<sup>35</sup> Elisabeth Longworth, *Le rôle des pouvoirs publics dans l'accès à l'information ; une mise à disposition plus large et plus efficace de l'information à caractère public*, Étude préparée pour le troisième Congrès international de l'UNESCO sur les enjeux éthiques, juridiques et sociétaux du cyberspace INFOéthique, 2000.

<sup>36</sup> Christine Maxwell, *Impact des tendances mondiales sur l'accès universel aux ressources d'information*, Étude préparée pour le troisième Congrès international de l'UNESCO sur les enjeux éthiques, juridiques et sociétaux du cyberspace INFOéthique, 2000

droit à la liberté d'opinion et d'expression de ces mêmes individus. Il y a déjà des cas de plus en plus nombreux de manquements flagrants à ces droits, certains d'entre-eux ayant leur origine ici même, au Canada. L'organisme canadien *Droits et Démocratie* vient de publier, sous la plume de Greg Walton, un dossier sur le projet «*Bouclier d'or*» qui, selon Warren Allman, président de l'organisme «menace la protection des droits de la personne, surtout le droit à la vie privée».<sup>37</sup> L'auteur du dossier affirme pour sa part que :

Nortel Networks et d'autres entreprises internationales aident en fait la Chine à remplacer sa grande muraille électronique érigée au niveau des passerelles internationales par un système plus évolué de filtrage du contenu au niveau de l'individu.

Les anciennes méthodes de censure sont en voie d'être supplantées par une architecture de surveillance massive et omniprésente : le Bouclier d'or. Le véritable objectif est d'intégrer une gigantesque base de données en ligne à un réseau de surveillance globale incorporant la reconnaissance de la parole et des visages, la télévision en circuit fermé, des cartes intelligentes, des dossiers de crédit et des technologies de surveillance d'Internet. Le FBI (Federal Bureau of Investigation) des États-Unis y prête main-forte par son ambitieux projet de normalisation de l'équipement de télécommunications pour faciliter la surveillance électronique, projet maintenant adopté comme norme internationale. (p.5)

En ce qui concerne le FBI, une dépêche de Wired News<sup>38</sup> datée du 14 septembre 2001 (2 jours seulement après les événements du 11) nous apprend ce qui suit:

### **Senate OKs FBI Net Spying**

**By Declan McCullagh**

12:55 p.m. Sep. 14, 2001 PDT

WASHINGTON -- FBI agents soon may be able to spy on Internet users legally without a court order.

On Thursday evening, two days after the worst terrorist attack in U.S. history, the Senate approved the "Combating Terrorism Act of 2001," which enhances police wiretap powers and permits monitoring in more situations.

---

<sup>37</sup> Greg Walton, *Bouclier d'or de la Chine : les entreprises et le développement de la technologie de surveillance en Chine*, Centre international des droits de la personne et du développement démocratique, 2001.

<sup>38</sup> <http://www.wired.com/news/politics/0,1283,46852,00.html>

...Circumstances that don't require court orders include an "immediate threat to the national security interests of the United States, (an) immediate threat to public health or safety or an attack on the integrity or availability of a protected computer.

Le même FBI aurait en outre développé un virus qui permettrait à ses agents – sans que le récipiendaire dudit virus soit au courant – de recevoir copie de tout courriel reçu ou transmis par un individu.

Lorsqu'au contrôle effectif de la structure du réseau par une oligarchie corporative se joint la justification, par les pouvoirs politiques d'immixion dans la vie privée des individus, l'on est en droit de se poser de sérieuses questions sur les conséquences possibles de *l'alliance* de ces deux pouvoirs sur le contrôle des esprits. Il me semble qu'une bataille toute aussi importante que celle qui oppose les nombreux organismes à travers le monde contre la globalisation telle qu'engagée via l'OMC devra éventuellement être livrée quant aux principes fondamentaux des droits à l'information. Mais à l'évidence, la conscientisation sur ce plan est moins aiguisée que celle qui se crée autour de la « mal bouffe » voire celle qui s'organise contre les droits des investisseurs. Mais les enjeux concernant les droits à l'information sont tout aussi importants et il est à craindre que les organismes internationaux impliqués dans ce dossier soient déjà influencés par les pressions de l'économie marchande. Marc Rotenberg, Directeur exécutif du *Electronic Privacy Information Center* (EPIC) est encore plus spécifique en ce qui concerne le manque de responsabilité qu'il impute aux organismes internationaux dans ce dossier<sup>39</sup>:

Cette évolution présente des dangers spécifiques pour la dignité humaine, car ces organisations internationales ont tendance à privilégier les intérêts commerciaux et à méconnaître de manière générale les valeurs plus élevées sur lesquelles se fonde l'activité culturelle, sociale, politique et artistique. L'individu court aussi le risque que les droits qui lui sont garantis par la législation de son pays ne soient pas reconnus par ces instances internationales.

Si l'on veut sauvegarder le droit à la vie privée et le droit à la liberté d'expression à l'ère du numérique, il est nécessaire de réaffirmer son attachement à la Déclaration universelle des droits de l'homme, et en particulier à ses articles 12 et 19 ; de promouvoir la mise en œuvre de "pratiques loyales en matière d'information" et de mettre au point des "techniques améliorant réellement la protection de la vie privée ; de lever les barrières à la libre circulation de l'information ; et d'encourager la participation des ONG qui font entendre la voix de l'opinion publique aux décisions touchant l'avenir de la société de l'Internet.

---

<sup>39</sup> Marc Rotenberg, *La protection de la dignité humaine à l'ère du numérique*, Étude préparée pour le troisième Congrès international de l'UNESCO sur les enjeux éthiques, juridiques et sociétaux du cyberspace INFOéthique 2000.



Dans son dernier *Rapport mondial sur le développement humain 2001*,<sup>40</sup> le Programme des Nations-unies pour le développement, (PNUD), reconnaît déjà que les politiques nationales – et davantage celles des pays pauvres – sont insuffisantes pour compenser la poussée exercée par le marché à l'échelle planétaire. Il insiste sur la nécessité de considérer le savoir comme faisant partie du patrimoine collectif de l'humanité:

S'il doit y avoir, au XXI<sup>e</sup> siècle une forme de développement qui donne aux individus les moyens de leur autonomie, alors ce développement passe par la libération des potentiels créatifs et par la constitution de capacités technologiques. Un grand nombre de pays en développement ont déjà commencé de relever ce défi. Les initiatives planétaires qui répondent à cet impératif fourniront non seulement des solutions aux crises du moment, mais aussi des moyens d'affronter celles de demain. L'ère des réseaux peut donner aux personnes les moyens de se réaliser en leur permettant d'utiliser des savoirs qui sont le patrimoine collectif de l'humanité et de contribuer à l'enrichissement de ces savoirs. Et le grand défi de ce nouveau siècle consiste à mettre ces savoirs à la portée de toute la planète, et non plus d'une poignée de privilégiés.

Le périple de ce chapitre a traité de l'infirmité de l'information ainsi que de ses incidences économiques. Ce qui est en jeu est beaucoup plus large et touche à la culture en tant qu'expression des peuples du monde, à l'accès universel au savoir humain ainsi qu'à la préservation de droits universels concernant la vie privée et l'accès à l'information. Dans la partie qui suit, le domaine des droits politiques sera abordé. Seront traités les domaines spécifiques de la démocratie et de la gouvernance à l'ère de l'électronique.

---

<sup>40</sup> Programme des Nations-unies pour le développement, *Rapport mondial sur le développement humain 2001* ; *Mettre les nouvelles technologies au service du développement humain*, De Boeck & Larcier s.a., Département De Boeck Université Paris, Bruxelles, 2001.

## DEUXIÈME PARTIE

### 1- Démarche et théories des communications

#### *a) la démarche*

Dans cette seconde partie, la démarche consistera à poser des repères pour une réflexion portant sur le rapport entre les nouvelles technologies des communications et la démocratie incluant le concept de gouvernance. Je fais remarquer qu'ici, le thème des technologies de l'information se trouve élargi à celui des communications. Ces dernières, incluant les technologies de l'information, forment un ensemble qui agit tel un système en ce sens qu'il y a interaction entre les composantes qui sont aussi déterminantes dans leurs rapports avec la vie démocratique que chacune de ces technologies prises individuellement. Ainsi, tout au long de cette section, le thème pourra tantôt se ramener à la préoccupation centrale des technologies de l'information et tantôt s'élargir à l'ensemble des technologies des communications. Envisager cet ensemble comme un système ne signifie nullement que je pose *a priori* les communications comme un système autoréférentiel ayant leur autonomie propre. Ce point de vue à la fois substantiviste et déterministe propose en fin de compte une vision de «forces» agissant sur une société qui n'a d'autre choix que de subir cet «arraisonnement», selon l'idée de Heidegger. S'il y avait un *a priori* à poser, à mon avis, ce serait que les technologies sont issues d'un processus historique de la société, créées par elle, utilisées par certains segments de cette société à leur avantage – depuis le développement de l'agriculture au néolithique, – soumises à des changements sociaux et donc modifiables par l'action de cette même société. Comment et par quels moyens cela constitue le fond même du débat.

Je tenterai d'établir le rapport technologie/démocratie à partir de quelques auteurs ayant abordé les théories des communications. Quelques-uns ont attiré mon attention en ce qu'ils posent les fondements de la problématique de la communication en termes de relations entre la société et le complexe espace/temps. J'ai mentionné brièvement plus haut Harold Innis, son point de vue m'apparaît intéressant à plus d'un titre Je me limiterai à une exposition sommaire de la pensée de Innis, quitte à faire intervenir d'autres auteurs, Jürgen Habermas, Paul Virilio et Manuel Castells, en cours d'exposition.

Ce trajet m'amènera à formuler des conclusions provisoires – provisoires parce que pour devenir permanentes, ces conclusions nécessiteraient un travail beaucoup plus poussé que celui-ci – que j'expose sommairement ici:

### **Conclusions provisoires**

a) Il existe un lien interprétatif entre la création d'un réseau global d'information électronique et le développement du capitalisme dans le processus de mondialisation; en corrolaire à cette première hypothèse

b) L'objectif de cette stratégie repose sur la politique d'une poursuite de la domination économique mondiale de la part des États-Unis.

c) Les projets de « *e\*governance* » (gouvernance électronique), s'inscrivent à l'intérieur d'objectifs économiques centrés autour du *e-commerce* (le commerce électronique).

d) Le développement et la mise en place actuels des nouvelles technologies de l'information produisent un individu privatisé, c'est-à-dire, suivant la réflexion de Castoriadis, un type d'individu enfermé dans un petit milieu personnel – et j'ajouterais *virtuel*.

### ***b) théories des communications de Harold Innis***

Marshall McLuhan a dit ceci de son collègue Harold Innis qui enseignait en même temps que lui à l'Université de Toronto<sup>41</sup> :

Harold Innis est la première personne à avoir traité du processus de changement qui est implicite dans les formes mêmes de la technologie. Mon livre n'est qu'une note en bas de page par rapport à son travail.<sup>42</sup>

L'affirmation que nous vivons une véritable révolution civilisationnelle de l'électronique rejoint un très large consensus allant de Norbert Wiener à Alvin Toffler en passant par Marshall McLuhan, Pierre Lévy et tant d'autres « apôtres de l'électronique infinie ».

Bien que décédé en 1954, Harold Innis a vécu le débat sur cette révolution et surtout, y a participé. Peut-être fut-il parmi les premières voix discordantes dans le concert harmonieux des apologies. Ses travaux ont porté surtout sur le rôle de l'imprimerie et de l'électrification mais son dernier livre : *The Communication Bias* (1951), comme son titre l'indique, élargit sa réflexion

<sup>41</sup> Il est intéressant de noter qu'Innis et McLuhan, considérés par bon nombre comme parmi les plus grands théoriciens des communications, étaient tous deux Canadiens. Est-ce une question de distance ou de proximité par rapport aux États-Unis?

<sup>42</sup> Marshall McLuhan, *La Galaxie Gutenberg*, (1962, cité dans Armand et Michèle Mattelard, *Histoire des théories de la communication*, Ed. La Découverte, Paris, 1995).

précédente à l'ensemble des moyens de communication. Innis remet en question ce qu'il considère comme fondement de la « rhétorique communicationnelle », à savoir que les technologies de communication favorisent la décentralisation, autant dans les domaines économiques que politiques, et favorisent, de plus, l'émergence d'un renouveau culturel. Bien au contraire! Innis parle de « tragédie de la culture moderne » se référant à la tendance des médias (presse écrite et médias électroniques) à réduire l'espace et le temps au service de calculs à visée commerciale et expansionnistes » (Carey, 1989). La technologie moderne aurait comme conséquence de saper et fragmenter une globalité sociale de temps et d'espace propre aux communautés humaines :

Industrialism implies technology and the cutting of time into fragments suited to the needs of the engineer and the accountant. The tragedy of modern culture has arisen as inventions ... have destroyed a sense of time ... Obsession with present-mindedness precludes speculation in terms of duration and time ... <sup>43</sup>

Les communications valorisent au premier chef le présent immédiat et l'espace du moment, affublant cette « virtualité » d'une réalité plus réelle que le réel. Le sociologue Manuel Castells parle de « *virtualité réelle* », c'est-à-dire d'une présence tellement prédominante de formes virtuelles qu'elles en viennent à influencer et modifier le cours des événements et des comportements dans la réalité. Je pourrais donner l'exemple de la récente émission de télévision américaine *West Wing* présentant une fiction autour des événements du 11 septembre. Le lendemain, toutes les chaînes de nouvelles en parlait comme s'il s'était agi d'événements réels, à tel point qu'il a fallu répéter à plusieurs reprises, en cours d'émission que l'on se référait à un épisode de fiction et non à la réalité. L'exemple classique dans le domaine reste la célèbre transmission radiophonique d'Orson Welles en 1938 au sujet d'une « fictive » invasion de Martiens qui a provoqué une panique bien « réelle » à ... New York. Dans les deux cas, la virtualité serait, en somme, une forme qui remplace une substance. Cet accent formaliste est contenu dans le célèbre *The Medium is the Message* de Marshall McLuhan, aphorisme qu'Innis, s'il avait été vivant, aurait combattu de toutes ses forces. En un sens, il a répondu par avance à McLuhan en affirmant que le contenant (*the Medium*) pourrait devenir source d'interactions humaines permettant la persistance et l'épanouissement de la culture (*the Message*).

Au contraire, les changements apportés par les technologies de communication (celles de l'information comprises), ont affecté la culture en modifiant la structure même des intérêts (*les choses auxquelles on pense*) en changeant le caractère des symboles (*les choses avec lesquels on pense*) et en changeant la nature même de la communauté (*le lieu où la pensée se matérialise*). Les facteurs historiques et géographiques sont, pour Innis, à la base même des institutions sociales. Et c'est cette base même qui se trouve

---

<sup>43</sup> Cité dans Carey, 1989, p. 134.

déstabilisée par la façon dont les médias se déploient et agissent. Ces derniers ne possèdent ni horloge biologique ni ne souffrent de *jet lag*; par contre, le spectateur/récepteur «devrait» lui ressentir ces phénomènes biophysiques. Or, ce n'est pas le cas. De même pour toute une série de phénomènes physiques et physiologiques. Cette déstabilisation n'aurait-elle pas quelque chose à voir, si ce n'est que de façon contingente, avec l'aterritorialité et l'atemporalité d'un nombre croissant d'activités humaines? À l'autre bout de la lorgnette, celui de l'émetteur, l'opération ne consisterait-elle pas, au contraire, à gérer avec le maximum d'efficacité et d'efficacités ce fractionnement espace/temps? Par leur capacité intrinsèque d'augmenter la portée de la réception des messages – *espace couvert* – tout en précisant davantage la destination de ces messages – *espace ciblé* – les médias opèrent avec un énorme potentiel de contrôle - (soit dit en passant que les mêmes caractéristiques s'appliquent aux «*smart bombs*» : le plus grand rayon d'action possible allié à la plus grande précision de tir possible). Ce maniement de l'espace constitue l'essence même du *Free Flow of Information* qui a davantage à voir avec la capacité et la liberté **d'utiliser** l'espace – utilisation à des fins de profits monétaires il va sans dire – que celle de le concevoir comme un *lieu* de liberté d'expression.. Dans un essai intitulé *Changing Concepts of Time (1952)*, Innis fait état de ces « vastes monopoles des communications qui, occupant des positions solidement retranchées, procèdent à la destruction continue, systématique, et impitoyable des éléments de permanence essentiels à toute activité culturelle »<sup>44</sup>. L'esprit de tout ce qui précède me paraît rejoindre, sans que la formulation en soit la même, le concept de Michel Foucault sur la « colonisation du temps et de l'espace par le pouvoir » Innis a écrit son œuvre une vingtaine d'années avant Foucault.

Finalement, ce qu'Innis dénonce comme étant le dérèglement du « présumé technologique » (*the technological bias*), ne peut être contrôlé que par la volonté politique de contrer ces tendances expansionnistes en créant des avenues de dialogue démocratique et de participation hors du contrôle de la technologie moderne. Innis croit que *l'a priori* implicite d'une véritable vie démocratique réside dans l'existence d'une sphère publique au sein de laquelle se perpétue la tradition orale du « discours public ». Ici, c'est Habermas qui est précédé. Mais si l'espace dans lequel se déploie la culture et la vie démocratique d'une société se transforme en concept utilitariste, la démocratie, elle, serait-elle devenue une marchandise?

## 2- La marchandisation de la démocratie

### a) démocratie électronique

Le savoir technologique instrumental (ex : la fabrication d'ordinateurs) augmente le champ d'expertise de ceux qui les fabriquent dans les domaines portant sur les contenus parce que les principes d'instrumentalité

---

<sup>44</sup> Ma traduction.

s'universalisent et s'appliquent à tous les champs du savoir. C'est ce qui permet à *IBM*, qui pourtant n'a aucune expertise dans le domaine des sciences sociales et politiques, de mettre sur pied un Institut de gouvernance électronique. Dans un document en ligne intitulé : *E-Government: A Go-to-Market Strategy*<sup>45</sup>, Janet Caldwor, la directrice de l'institut, positionne avec assurance leur savoir ainsi que sa validité :

Governments also need strategies to attract new knowledge workers and high-tech businesses into their jurisdictions. This new breed still looks at traditional economic development indicators -- good schools, transportation, low crime rates. However, increasingly, a state-of-the-art broadband infrastructure and a government that demonstrates they "get it" are key decision points around where to locate a business or raise a family... What is electronic government, or 'e-gov'? What does it mean? What action agenda is inherent? What does it take to become an electronic government? I'm amused when I read the sometimes-narrow definitions of electronic government -- citizen services, re-engineering with technology, or procurement over the Internet. In fact, electronic government is nothing short of a fundamental transformation of government and governance at a scale we have not witnessed since the beginning of the industrial era. (*je souligne*)

Que dit-on ici? Que le processus décisionnel du gouvernement du futur devrait s'aligner sur les mêmes principes que ceux d'une entreprise efficace. Et aujourd'hui, et demain encore, une entreprise efficace opère et opérera suivant les réseaux globaux de «flux d'information». Et, comme dit la dame, nous n'avons encore rien vu! L'instrumentalité, par le biais des technologies de l'information s'érige en savoir à la place du savoir, *IBM* veut prendre la place des universités – comme le vizir *Iznogoud* veut devenir calife à la place du calife! Les universités, pour leur part, garantes du savoir traditionnel se sont empressées de revêtir la casaque technologique de peur de rater le train vers le futur :

Enseignement, formation, maîtrise, compétence, excellence ; c'est là encore, et c'est peut-être surtout là, que la civilisation moderne tournée vers l'avenir s'est laissée convertir en un réseau postmoderne d'organisations tendues vers l'adaptation au futur et en une entreprise de promotion systématique du futur.<sup>46</sup>

L'adhérence non-critique des universités face aux technologies de l'information est singulièrement remarquable face à une globalisation non seulement économique mais également culturelle au centre de laquelle les technologies de l'information jouent un rôle primordial. D'ailleurs, ils ne sont seuls à s'incorporer au mouvement, la société dans son ensemble, selon Manuel Castells est devenue une société en réseaux:

<sup>45</sup> [www.ieg.ibm.com/thought\\_leadership/goto\\_market.pdf](http://www.ieg.ibm.com/thought_leadership/goto_market.pdf)

<sup>46</sup> Michel Freitag, *Le naufrage de l'université et autres essais d'épistémologie politique*, Québec 1995.

Je suis en effet convaincu que nous sommes entrés dans un monde véritablement multiculturel et interdépendant, qui ne peut être compris et transformé, qu'à partir d'une perspective plurielle unissant l'identité culturelle, la mise en réseau globale et des politiques multidimensionnelles.<sup>47</sup>

Il faut comprendre que l'infrastructure incorpore autant les personnes, les technologies, les institutions, les contenus ainsi que les interactions entre ces composantes. Par exemple, l'énergie, les transports, les systèmes bancaires et financiers, l'approvisionnement en eau potable, les services d'urgence etc. sont tous connectés et dépendantes de liens avec les réseaux d'information. Cette dépendance signifie que des aspects croissants de notre vie quotidienne sont reliés à cette infrastructure globale d'information. Il est question ici de « masse critique ». Je crois que l'on peut affirmer, sans crainte de se tromper, que dans les pays industrialisés de l'Occident, la masse critique est atteinte, et que les réseaux sont omniprésents. Toujours selon Castells, il existe une omniprésence des effets des nouvelles technologies. L'information faisant maintenant partie intégrante de toute activité humaine, tous les processus de notre existence individuelle et collective sont directement modelés (mais non déterminés) par le nouveau médium technologique.

Cette situation amène plusieurs questions. Les corporations propriétaires de réseaux sont-elles propriétaire également du sens et de la signification du « discours » que transporte les réseaux? Cette technologie est-elle libératrice ou deviendrons-nous les sujets d'une « cybérocatie » montante? Entrons-nous dans une nouvelle ère de démocratie participative et de revitalisation de la sphère publique? La vision d'Internet en tant qu' « *Agora électronique* » est partagée par plusieurs. Parmi les défenseurs les plus enthousiastes il faut mentionner Howard Rheingold.<sup>48</sup> Il affirme que si Internet est compris comme il se doit et que si les citoyens se mobilisent pour le défendre, cet instrument possède un potentiel de démocratisation aussi significatif que l'alphabet et l'imprimerie. Il base son assertion sur le concept habermasien de l'espace public – *public sphere* en anglais :

The idea of modern representative democracy as it was first conceived by Enlightenment philosophers included a recognition of a living web of citizen to citizen communications known as civil society or the public sphere. Although elections are the most visible fundamental characteristics of democratic societies, those elections are assumed to be supported by discussions among citizens at all levels of society about issues of importance to the nation.<sup>49</sup>

On sait qu'Habermas développe le concept normatif de « l'espace public » en tant que partie intégrante de la vie sociale à travers lequel espace les

<sup>47</sup> Manuel Castells, *La société en réseaux*, Fayard, 1998, p. 49.

<sup>48</sup> Voir son site Internet sur les « Services communautaires virtuels » à l'adresse suivante : <http://www.rheingold.com/Associates/index.html>

<sup>49</sup> H. Rheingold, *The Virtual Community*, Massachusetts, Addison-Wesley Publishing Company, 1993.

citoyens peuvent échanger sur des questions d'importance concernant le « bien commun ». Cet espace public existe lorsque les gens se retrouvent ensemble autour d'un débat politique. Habermas a souligné le rôle critique de la presse par sa capacité de mettre en évidence les controverses de nature politique, dans cet espace public. Ceci dit, il opère une distinction entre ce rôle de favoriser les débats rationnels et critiques que devraient jouer presse et médias électroniques du processus de commodification des nouvelles et de subordination à la publicité qui est davantage celui auquel on assiste. Si ces médias ont évacué la fonction qu'ils devraient exercer, Internet peut-il devenir cet espace public rêvé? Selon Lisa McLaughlin<sup>50</sup>, Internet est un territoire essentiellement réservé aux hommes. Une majorité des utilisateurs d'Internet répond aux critères suivants : mâle, blanc, Américain, de langue anglaise, dans la trentaine, financièrement à l'aise, travaillant en majorité dans l'informatique, l'éducation, l'administration ou dans les professions libérales. Elle remarque que dans les « chats », (discussions en ligne) le point de vue des femmes est respecté en autant que celles-ci ne s'identifient pas en tant que telles. À partir du moment où elles le font, on a tendance à moins tenir compte de ce qu'elles disent. D'autre part, la connexion à l'Internet suppose l'achat d'un ordinateur et du paiement d'un tarif de connexion vers l'extérieur ce qui est au-dessus des moyens d'un très grand nombre de personnes. On peut poser comme probable qu'il existe déjà sur Internet – et qu'il continuera d'exister – un important phénomène d'exclusion. Dans ce contexte, peut-il prétendre à être ou à devenir un espace public habermasien? Dans une thèse portant sur le sujet, Alinta Thornton arrive à des conclusions négatives :

The public sphere can function in politics only if citizens can accommodate or generalize their interests together, and to assert these so that state power is transformed into a fluid medium of society's self-organization. In other words, there must be a concrete result in society, or the public sphere cannot be counted as a force for democratic action. This requires that everyone who might be affected takes part in the discussion, and that all have equal, free interaction on any topic, and that the outcomes can be negotiated. Clearly, traditional mass media like television and newspapers fail to meet these requirements. It is also clear that the Internet will similarly fail. First, everyone who might be affected by a decision does not have access to the Internet, either on a local scale or a national one. Second, they do not have equal, free interaction on any topic ... language, expressive ability, typing speed, prior knowledge of the topic, gender, research skills and status issues all affect interaction on a particular topic». <sup>51</sup> (*Je souligne*).

---

<sup>50</sup> L. McLaughlin, "Feminism, the public sphere, media and democracy", *Media Culture and Society*. #15, 1993.


<sup>51</sup> Alinta Thornton; *Does Internet Create Democracy?* University of Technology, Sydney 2000.



Selon elle, si cet espace public a déjà existé et appartenu aux citoyens d'une démocratie, celui d'Internet est déjà perdu aux mains d'intérêts commerciaux.

Il faudrait, il me semble, tempérer cette conclusion en lui ajoutant deux remarques. D'abord, la participation à la vie démocratique a toujours été et sera toujours le fait d'une minorité d'individus indépendamment du contexte matériel. La presse écrite et la télévision qui sont accessibles à un plus grand nombre d'individus n'a pourtant pas pour effet d'augmenter sensiblement la participation en question. Seconde remarque, l'auteure, en isolant le phénomène «Internet» dans son équation néglige les autres composantes de cet espace public implicite – comprenant justement la presse et la télévision entre autres – ainsi que leurs processus rétroactifs (*feedback*). Elle insiste par ailleurs, avec raison, sur la «grossière» méprise de certains apologistes d'Internet qui consiste à assimiler démocratie et sondage sur la foi des capacités interactives du système. Il y a une règle économique qui dit que tout ce qui se quantifie et se calcule est susceptible de marchandisation.

Même la démocratie se marchandise :



1. Online Public Meetings
2. Online Surveys
3. Online Power Voting TM
4. City Dialogs
5. Electronic Neighborhoods
6. Citizen Dialogs

*Votelink*<sup>52</sup> est un service de sondage en ligne présenté comme le service électronique de l'avenir :

*“A future world in which elections and legislation is conducted on-line, in an electronic democracy, is closer than the future”.*<sup>53</sup>

Tout le monde se souvient évidemment du fiasco du vote électronique dans l'État de la Floride, lors des dernières élections présidentielles aux É.U. Mais Votelink ne désespère pas :

*« We could have an electronic republic where those with the most interest in following political events, legislation, citizen initiatives and so forth, would service as 'filters' for others. They would, in essence,*

*serve as information sources for a broader public audience.* »<sup>54</sup>

La phrase cruciale, ici, est « *those with the most interest* » (ceux qui manifestent le plus d'intérêt). McLaughlin a bien défini plus haut qui étaient, justement, ceux qui manifestent le plus d'intérêt.

La question qui demeure, par rapport à cet espace habermasien, est de savoir s'il est ultimement réalisable, étant donné que les réseaux de technologie de l'information sur lesquels s'appuient toute cette pensée ne sont pas effectivement un *bien public* mais un *bien privatisé*.

Dans une étude récente, Robert W. McChesney<sup>55</sup> soutient que les médias sont devenus une force antidémocratique significative aux États-Unis et dans une moindre mesure dans le reste du monde :

With this hypercommercialism and corporate control comes an implicit political bias regarding the content of the media system. Consumerism, the market, class inequality, and individualism tend to be taken as natural and often benevolent, whereas political activity, civic values, and antimarket activities tend to be marginalized or denounced.<sup>56</sup>

Il ajoute que le système global des médias américain soutient la « démocratie néolibérale » qui opère non seulement en tant que système économique mais aussi comme système politique et culturel. Dans ce contexte, les médias sont des agents qui vident la démocratie de son contenu. Il cite Robert Entman qui la caractérise comme *une démocratie sans citoyen*. McChesney est un représentant de la gauche américaine un peu porté sur les thèses de conspiration ultra-libérale. Par contre, il faut dire que la couverture-spectacle des médias américains sur les événements depuis le 11 septembre 2001 suscite davantage le sentiment d'une infinie tristesse sur la paucité de la réflexion médiatique de nos voisins plutôt que celui de la méfiance à l'égard d'un appareil de contrôle. Il me semble plus près de la réalité de les considérer comme faisant partie d'un maillage diffus - à la Foucault - contribuant à la représentation de la réalité et, en ce sens, créant une réalité culturelle en conformité avec les valeurs du système dans lequel nous vivons. L'Infrastructure globale de l'information ainsi qu'Internet qui en fait partie glisseraient irrémédiablement dans cette direction.

Il faut cependant revenir ici à Innis et au principe de la valorisation du présent immédiat et de l'espace du moment pour comprendre que le « simulacre » quotidien - pour reprendre l'expression de Baudrillard<sup>57</sup> - de l'information par les médias traditionnels pèse d'un poids autrement plus lourd que celui d'un groupe sur Internet, au point de modifier la représentation même

<sup>54</sup> *Idem.*

<sup>55</sup> Robert W. McChesney; *Rich Media Poor Democracy*, U. d'Illinois, 1999.

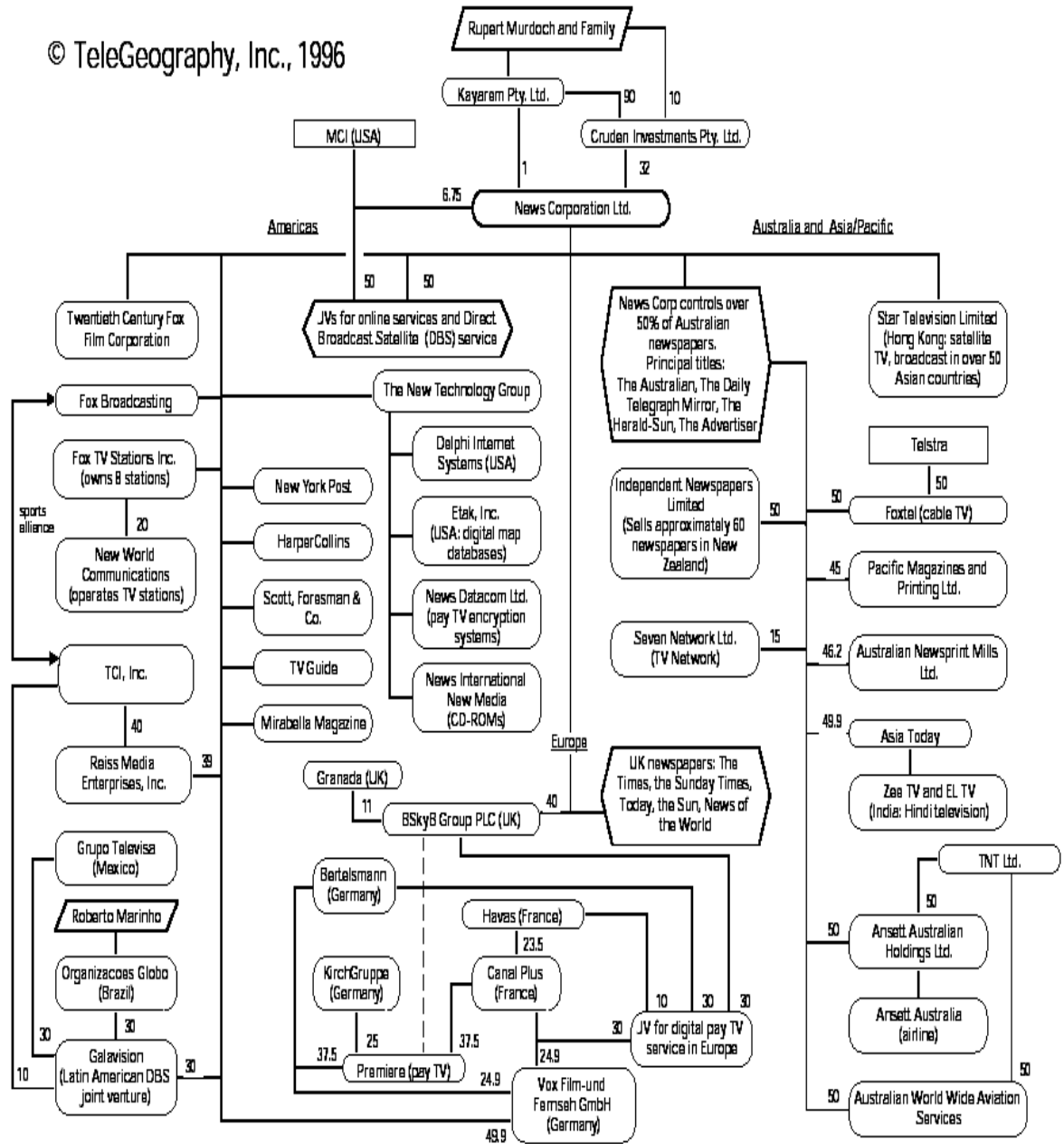
<sup>56</sup> *Idem* p. 110.

<sup>57</sup> Jean Baudrillard, *Simulacres et simulation*, Paris, 1981

de la réalité pour une majorité de personnes qui manifestent encore un certain intérêt pour la chose publique. On ne peut s'empêcher ici de faire référence aux intérêts de ceux qui détiennent la propriété des réseaux de communication dont l'action – même si on n'accepte pas l'affirmation d'Innis à l'effet qu'ils détruisent les éléments de permanence essentiels à toute activité culturelle – les modifie néanmoins au point de créer une apathie généralisée quand ce n'est pas un désintérêt croissant vis-à-vis de la « *res publica* ». Un regard plus aigu sur ce qu'Innis nomme « ces vastes monopoles des communications » serait ici nécessaire. Je proposerais, à la place, de jeter un simple coup d'œil sur ce que l'on convient d'appeler « l'Empire Murdoch » qui n'est en somme qu'un parmi les nombreux conglomérats dans le domaine des communications :

### L'Empire Murdoch

© TeleGeography, Inc., 1996



En tant que Président et Directeur-général de NEWS CORP., Rupert Murdoch pilote ce géant des médias vers un monde nouveau de publication et de divertissement qui sera éventuellement basé entièrement sur le numérique. Le magnat d'origine australienne jongle avec un nombre substantiel d'entreprises aux intérêts convergents – depuis les réseaux de télévision aux services en ligne qui font de NEWS CORP. un leader mondial dans le domaine des médias électronique.<sup>58</sup>

L'empire Murdoch est un exemple d'intégration verticale/horizontale dans le sens que des entreprises complémentaires dans le domaine des médias font partie de la structure i.e. production, distribution, publicité, presse, abonnements etc. Certaines composantes de ses réseaux couvrent l'ensemble de l'Asie, de l'Amérique du Nord et du Sud, de l'Europe et de l'Océanie. De plus, ses entreprises ont leur siège social aux États-Unis, Canada, Australie, Hong Kong, Nouvelle-Zélande, Indes, Grande Bretagne, Allemagne, France, Brésil, Mexique, et je dois en oublier. Murdoch lui-même se vante de rejoindre 75% de la population du globe<sup>59</sup>. Ici même, chez nous, l'Empire Conrad Black – 461 journaux dont 61 au Canada, soit plus de 50% de la presse canadienne, et « l'Empire Québécois » suivent à la trace celui de Murdoch.

Dans l'édition la plus récente de son livre *The Media Monopoly*, Ben Bagdikian nous apprend qu'à l'heure actuelle, dix grandes corporations possèdent 90% des médias américains. Ces corporations sont: Time Warner, Disney, Viacom, News Corporation Limited (Rupert Murdoch), Sony, TeleCommunications, Inc., Seagram (qui vient d'être vendu à ...), Westinghouse, Gannett, et General Electric.

Au cours de la phase prochaine d'Internet – communément nommée Internet2 – la convergence

- de la télévision numérique à haute définition (HDTV);
- de bandes passantes permettant de multiplier par un facteur de  $10^3$  (mille) le nombre de transmissions (super chips);
- de microprocesseurs plus performants (Motorola 70 Gigahertz)<sup>60</sup>

permettra à ces corporations de mettre en ligne un stock quasi inépuisable d'émissions, de films, de musique, de textes, de photos, etc. dont ils détiennent le *copyright*. Ce sera une partie importante – sinon la plus importante, monétairement parlant, - du dossier sur les droits intellectuels qui font l'objet de négociations internationales à l'OMC, dossier poussé avec insistance par le *Department of Trade* des États-Unis.

---

<sup>58</sup> Référence perdue – introuvable !!!

<sup>59</sup> Robert W. McChesney, *Rich Media Poor Democracy*, U. d'Illinois 1999.

<sup>60</sup> Les microprocesseurs les plus puissants à l'heure actuelle n'atteignent à peine que 1 gigahertz.

On peut, il me semble, à ce point, affirmer provisoirement que:

a) Il existe un lien interprétatif entre la création d'un réseau global d'information électronique et le développement du capitalisme dans le processus de mondialisation;

et en corrolaire à cette première conclusion, que

b) L'objectif de cette stratégie repose sur la politique d'une poursuite de la domination économique mondiale de la part des États-Unis.

### ***b) gouvernance électronique***

Si l'on considère maintenant la situation pour l'ensemble des pays du monde, le dossier se présente, à mon avis, de façon encore plus évidente. Il serait bon ici, de se remémorer la citation, mentionnée en première partie, de la déclaration d'Al Gore à Buenos Aires au sujet du *GII*, l'Infrastructure globale de l'information :

The GII will not only be a metaphor for a functioning democracy, it will in fact promote the functioning of democracy by greatly enhancing the participation of citizens in decision-making. And it will greatly promote the ability of nations to cooperate with each other. I see a new Athenian Age of democracy forged in the fora the GII will create. (DG3)

Cette vision d'un nouvel âge de démocratie ne tient pas compte du fait que dans un grand nombre de pays du monde, le pourcentage de la population qui possède un téléphone se situe autour de 2%; qu'une partie de leur population est analphabète et que 80% de l'information qui circule sur la Toile est de langue anglaise alors que seulement 10% de la population mondiale possèdent l'anglais comme langue maternelle ou comme langue seconde. Dans ce cas, il me semble que l'exclusion touche à une majorité de la population.

Et pourtant, la Banque mondiale a dernièrement fait sienne la vision athénienne du Vice-Président Gore en lançant une vigoureuse campagne portant sur les bienfaits de la gouvernance électronique (*e\*governance*), que nous allons examiner dans la prochaine section.

Avant d'aborder le sujet proprement dit, je voudrais faire état d'un conflit qui me semble tout à fait indicatif d'une volonté manifeste de contrôle du « discours » sur le développement de la part de la Banque mondiale. On sait que de nombreux ONG de pays en développement, de façon indépendante ou en collaboration avec ceux des pays industrialisés, ont établi des sites sur Internet. Il s'agit d'une action qui coûte peu et qui renforce beaucoup la solidarité internationale. Ces sites sont également le lieu d'une critique cinglante de la pratique du développement et des politiques des organismes multilatéraux, ce qui n'est pas sans agacer les Wolfensohn<sup>61</sup> et compagnie de ce monde. La Banque mondiale a donc décidé, via une fondation privée qu'elle a

<sup>61</sup> James Wolfensohn est Président de la Banque mondiale.

elle-même mise sur pied, d'offrir un site Internet le : *Development Gateway*,<sup>62</sup> qui se présente comme le *Wall Mart*, le *Home Depot* et le *Rona* du développement. Tout y est, invitation est lancée à tous d'y participer. Le *Instituto del Tercer Mundo* établi à Montevideo, en Uruguay, dénonce vigoureusement cette pratique abusive et va même jusqu'à accuser la Banque mondiale et son président de pratiques douteuses et dérogatoires.<sup>63</sup>

Il est manifeste qu'il y a volonté de contrôle, le présupposé technologique dont parle Innis – je préfère l'expression anglaise de *technological bias* – :

- *Development Gateway* contient une section *Business* qui fait la promotion du *Electronic Procurement Market*;
- d'une section *Education* qui nous entretient du *E-Learning*;
- d'une section sur la gouvernance électronique.
- d'une section *Technology* qui traite de *Knowledge Economy*;
- d'un *Private Sector Development* qui parle d'on sait quoi.
- d'un *Urban Managers Section* avec le sous-titre suivant : *How can urban and metropolitan administrations take better advantage of Internet technology to deliver services to citizens?*
- Ainsi de suite.

Dans la section précédente, nous avons vu que la compagnie *IBM* s'intéresse à la gouvernance électronique. Elle n'est pas la seule. *Microsoft*, et personne ne sera surpris, se découvre également des compétences dans le domaine<sup>64</sup>. De plus en plus d'entreprises s'attribuent une telle vocation. Cela doit vouloir dire qu'il y a profits sous roche. Et cela n'est sans doute pas étranger au fait que la Banque mondiale consacre depuis peu efforts et ressources d'importance pour propager la « bonne nouvelle » auprès des pays en développement.

Notons pour commencer la définition que donne la Banque mondiale de la gouvernance électronique :

E-Government refers to the use by government agencies of information technologies (such as Wide Area Networks, the Internet, and mobile computing) that have the ability to transform relations with citizens, businesses, and other arms of government. These technologies can serve a variety of different ends: better delivery of government services to citizens, improved interactions with business and industry, citizen empowerment through access to information, or more efficient government management. The resulting benefits can be less

<sup>62</sup> <http://www.developmentgateway.org/>

<sup>63</sup> Voir dossier de l' *Instituto del Tercer Mundo* au <http://www.item.org.uy/claim/IPS.htm>

<sup>64</sup> Voir à ce sujet: *The Microsoft Vision for Technology in Government* au: <http://www.microsoft.com/business/industry/govhome.asp>

corruption, increased transparency, greater convenience, revenue growth, and/or cost reductions .<sup>65</sup>

À la lecture du document, on constate qu'aucune définition substantive n'est donnée de la gouvernance électronique, on se contentera d'une simple énumération de caractéristiques opérationnelles; c'est d'ailleurs un trait homogène que l'on retrouve dans tous les documents traitant du sujet et provenant en grande partie d'organismes multilatéraux. L'accent sur l'efficacité et l'efficience (Freitag 1986) est caractéristique de formes d'organisations au sein desquels la « gérance » prime sur tout le reste. J'ai remarqué d'ailleurs un certain « *flou artistique* » dans l'utilisation du concept de gouvernance; j'ai également remarqué qu'en substituant le mot « gouvernance » par celui de « gestion », on obtient un sens plus éclairant. En somme, « gouvernance » constitue une façon annoblie de se référer à un concept managérial par trop identifié au fonctionnement du marché. Le *e\*gov*.<sup>66</sup> c'est en somme une façon de mener les fonctions du gouvernement comme s'il s'agissait d'une entreprise. Comment justifier, de la part de la Banque mondiale, cette empathie soudaine pour les technologies de l'information alors que les problèmes qui accablent les pays pauvres sont manifestement d'un autre ordre? Le Président de la Banque est très clair là-dessus : le défi consiste à convaincre les pays les moins bien nantis des bienfaits du *e\*gov*. malgré que les priorités vitales soient ailleurs :

... E-government doesn't exist without "E." And you need to have the possibility of, first and foremost, an awareness of the crucial importance of technology, that battle being the first part of the strategic issue which we're facing here today, the issue of why do you get into technology when people don't have enough water or have enough food, and when the--when you're talking about expensive technological investments when people are concerned about living from day to day.<sup>67</sup> (*je souligne*)

Comme l'explique Arturo Escobar (Escobar 1995) dans son analyse du développement, le rôle des organismes multilatéraux est de s'assurer de la maîtrise du discours sur le savoir auprès des pays « clients ». Dans le cas qui nous préoccupe, la Banque mondiale s'offre à aider ces clients :

1<sup>0</sup> en proposant des approches stratégiques de développement. On trouvera comme document central sur ce point « Eight Imperatives for Leaders in a Networked World » du Harvard Business School. Il s'agit ensuite,

2<sup>0</sup> de développer le projet comme tel. Là-dessus, le document central s'intitule : « *Learning from the Experience of US States* », comme il se doit. Il faut ensuite

<sup>65</sup> <http://www1.worldbank.org/publicsector/egov/definition.htm>

<sup>66</sup> Le *e\*gov*. est une contraction typiquement américaine du terme « *electronic government* ».

<sup>67</sup> World Bank President James Wolfensohn Speech at the World Bank/Development Gateway Conference, *E-GOVERNMENT IN DEVELOPING COUNTRIES*, Washington, D.C. June 11, 2001;



3<sup>o</sup> exécuter le projet. Ici encore on retrouve les impératifs de Harvard avec un document intitulé : « *Best Practices for Implementing IT Initiatives* ». Enfin,

4<sup>o</sup> il faut financer le projet de gouvernement électronique. De ce côté, la Banque mondiale possède les ressources internes et l'argent qu'il faut, comme tous le savent, et de plus, il semble y avoir également une certaine concertation de la part des pays donateurs pour « pousser » le dossier du *e\*gov* :

Le point 22 du communiqué final du G-7 à Gênes, le 22 juillet 2001, endosse le rapport proposé par un comité mis sur pied par ces pays (le *Dot. Force* ou *Digital Opportunity Task Force*)<sup>68</sup>, rapport qui souligne à quel point le *e\*gov*. peut renforcer la démocratie en rendant les services gouvernementaux plus efficaces. Deux points significatifs, à mon avis, sont à retenir de ce rapport : à l'item « *Action Point 8* », il encourage la croissance et l'implantation mondiale des *e\*gov*. afin de réaliser « *une masse critique* » de contenu en ligne; et à l'item suivant : le « *Action Point 9* », il suggère de lier l'aide des pays donateurs à cette implantation. Le Canada, en bon élève qu'il est, s'est déjà engagé, au Sommet de Québec à mettre sur pied, si ce n'est déjà fait, un Institut destiné à répandre la bonne nouvelle électronique auprès des pays de la ZLÉA. Ce projet semble recouvert de la même ombre portée que celle qui recouvre les travaux des commissions mixtes car il n'existe aucune information publique sur cet Institut.

Le Dr. Joseph Stiglitz, ex-économiste en chef de la Banque mondiale, récipiendaire, cette année du Prix Nobel en économie et qu'on a cru, un moment, sur le chemin du repentir à cause de sa critique cinglante du consensus de Washington se recycle à son tour dans les nouvelles technologies de l'information. Il vient de rédiger un rapport<sup>69</sup> pour la *Computer & Communications Industry Association*<sup>70</sup>, le plus puissant lobby de l'industrie, dans lequel rapport il propose que tout ce qui concerne le commerce électronique soit dévolu au secteur privé. Tout ce qui implique des dépenses sans possibilité de revenus revient au gouvernement; tous les services du gouvernement offrant des possibilités de revenus devraient être dévolus aux entreprises privées. On s'en prend en particulier au *U.S. Post Office* qui a mis sur pied un système public de courrier électronique qui, non seulement fait ses frais, mais qui génère des profits permettant de réduire les pertes budgétaires encourues par cette agence gouvernementale. Voici les titres de quelques-uns des communiqués de presse de l'Association en question qui ont immédiatement précédé et suivi la sortie du Rapport Stiglitz (que l'on qualifie « *d'étude menée de façon indépendante* »):

<sup>68</sup> *Digital Opportunities for All: Meeting the Challenge*, Report of the Digital Opportunity Task Force (DOT Force) including a proposal for a Genoa Plan of Action, <http://www.g7.utoronto.ca/g7/summit/2001genoa/dotforce1.html>

<sup>69</sup> Joseph Stiglitz, *The Role of Government in a Digital Age*, <http://www.ccianet.org/digitalgovstudy/main.htm>

<sup>70</sup> La devise de l'Association est: "Open Markets, Open Systems, Open Networks, and Full, Fair and Open Competition."

\*Independent Study Concludes Some Government E-Commerce Activities Go Too Far (October 12, 2000)

\*CCIA President Calls for Moratorium on Government Competition in E-Commerce (October 3, 2000)

\*CCIA concerned about government's expanding role in e-commerce (June 27, 2000)

\*CCIA supports Congressional efforts to address issue of government e-commerce contributing to abuse of privacy (June 26, 2000)

\*CCIA Blasts Postal Service ".gov" Wolf in ".com" Sheep Clothing (April 13, 2000)

\*CCIA Condemns Postal Service Entry into Commercial E-Commerce Financial Services (April 5, 2000)

\*Government Breaks its own Non-Competition Law (March 21, 2000)

On peut sérieusement se demander ce qu'il y a au fond de toutes ces grandes manœuvres originant de tous les côtés à la fois?

Je voudrais risquer ici une hypothèse. À mon avis, l'objectif ultime de tous ces efforts a peu à voir avec la démocratie ainsi qu'avec la «bonne gouvernance» et tout à voir avec l'implantation globale d'un réseau de commerce électronique à l'échelle mondiale. La justification d'une telle affirmation nécessiterait une étude plus poussée que celle que permet ce travail, aussi, je me contenterai de donner quelques pistes.

Nous avons vu, dans la première partie, que le *The Framework for Global Electronic Commerce*, propose la libre circulation du commerce électronique aux niveaux domestique et international. Depuis le dépôt de ce document, les États-Unis se battent férocement dans toutes les arènes internationales pour que soient acceptées les propositions que contient ce rapport. L'auteur du rapport, Ira Magaziner, ex-conseiller spécial auprès du Président Clinton, soutient que le commerce électronique deviendra, « *the primary economic driver over the next 25 years* ». <sup>71</sup> Déjà, les retombées sont énormes, comme le confirme Magaziner dans une entrevue :

As we cited in last year's Emerging Digital Economy Report, in early 1998, forecasters were suggesting that business-to-business e-commerce might rise to \$300 billion by 2002. Most forecasters now consider that estimate to be too low. For example, Forrester Research estimates that business-to-business e-commerce will rise to \$1.3 trillion by 2003. <sup>72</sup> (*je souligne*).

Or, à l'heure actuelle, les États-Unis comptent pour 93% des revenus du commerce électronique et 70% des sites Internet commerciaux (McChesney 1999). À l'évidence, il devient nécessaire d'assurer une expansion dans les autres pays du monde, surtout les pays en voie de développement et ce, afin d'atteindre une certaine *masse critique*. Ce besoin est clairement souligné dans

<sup>71</sup> Cité dans McChesney, 1999.

<sup>72</sup> Entrevue avec Magaziner [http://www.pff.org/ira\\_magaziner.htm#footnote1](http://www.pff.org/ira_magaziner.htm#footnote1)

le rapport du *Dot. Force*. Pour ce faire, comment pourrait-on trouver de mieux que d'inciter les gouvernements de ces pays à implanter une infrastructure de *e\*gov*, qui, en premier lieu servira à légitimer ce qui risque d'apparaître comme une intrusion étrangère et qui deviendra, une fois établie, une sorte de cheval de Troie pour que suive l'implantation du *e-commerce*. À condition, bien sûr, que les gouvernements nationaux ne posent aucune entrave au niveau des réglementations. En janvier 1999, une centaine d'entreprises globales dans les domaines des télécommunications et des médias lancent une offensive nommée *Global Dialogue on e-Commerce* dont l'objectif était de décourager toute tentative de régulation nationale d'Internet (McChesney1999). Pour moi, les jeux sont faits, rien ne va plus! Nous entrerons bientôt dans un nouvel Âge :

The capitalist journey, which began with the commodification of material goods and places, is ending with the commodification of human time and duration. E-commerce and networked ways of doing business are giving rise to the "Age of Access," a new economic era as different from industrial capitalism as the latter was from the mercantilist era that preceded it.<sup>73</sup>

La gouvernance électronique qui légitimise et ouvre les portes de tous les pays du monde au commerce électronique – commerce, soi-dit en passant, se trouvant au-dessus ou à-côté des réglementations nationales suivant le principe du Free Flow of Information - il s'agit là du véritable enjeu qui, comme le souligne Castells, contribue déjà, par un réseautage planétaire de la production et du commerce via les technologie de l'information à redynamiser un capitalisme en crise depuis la fin des années 1970.

Si on pouvait avoir des difficultés à comprendre le pourquoi de l'insistance des négociateurs de la ZLÉA à inclure la fameuse « clause démocratique » dans des négociations somme toutes économiques, les enjeux deviennent clairs lorsqu'on interprète les droits de la démocratie comme étant ceux d'organisations (et parmi elles, les corporations et entreprises privées) ainsi que ceux des consommateurs (anciennement connus sous le nom de citoyens).

Vu sous cet angle, l'implantation de la gouvernance électronique pourrait être envisagée suivant une troisième conclusion provisoire, a savoir:

c) Les projets de « *e\*governance* » (gouvernance électronique), s'inscrivent à l'intérieur d'objectifs économiques centrés autour du *e-commerce* (le commerce électronique).

### c) *l'individu privatisé*

Dans cette étude, j'ai mis côte à côte deux conceptions de l'infirmité des communications. La première, sur laquelle je n'ai pas trop insisté, sauf pour que le lecteur puisse sentir sa présence référentielle tout au long du texte, c'est

<sup>73</sup> Jeremy Rifkin, <http://www.inequality.org/rifkin2.html>

la dimension idéalisée – presque religieuse –, et l'autre, qui relève d'une approche d'économie politique telle que définie au début de ce travail. Au-delà de cette première approche, je souhaiterais terminer l'exploration de ce sujet en dégagant quelques conclusions qui rejoignent davantage l'individu situé au milieu du tourbillon communicationnel.

L'apparition de chaque nouvelle technologie de communication dans l'histoire de l'humanité a eu des conséquences non seulement sur la structure de la société mais également sur la manière de penser de celle-ci. L'alphabet, l'imprimerie et maintenant, toutes les technologies se rapportant à l'information ont été et sont causes de transformations sociales majeures. Et chacune de ces transformations opère sur nos sens et sur notre rapport au temps et à l'espace :

Ainsi, la progressive digitalisation (*sic*) des informations (visuelle, auditive, tactile et olfactive) allant de pair avec le déclin des sensations immédiates, la ressemblance analogique du proche céderait-elle sa primauté à la seule vraisemblance numérique du lointain, de tous les lointains...<sup>74</sup>

Selon Virilio la réalité de l'information est tout entière contenue dans sa vitesse de propagation en opposition avec le mur du temps réel. Il n'y a pas de progrès sans que progressent aussi l'accident et la catastrophe.<sup>75</sup> :

Après la bombe atomique et la mise en oeuvre pendant quarante ans d'une dissuasion nucléaire généralisée, la bombe informatique qui vient d'exploser exigera très bientôt l'instauration d'un nouveau type de dissuasion, sociétaire celui-là, avec la mise en place de "coupe-circuits automatiques" susceptibles d'éviter la surchauffe, voire la fission du noyau social des nations.<sup>76</sup>

Comme nous l'avons vu dans la première partie de ce travail, la mise en place d'instruments de contrôle (le Bouclier d'or, virus espion etc.) constituent de sérieuses entraves au droit à l'information et au respect de la vie privée. La vision «catastrophique» de Virilio n'est pas spectaculaire, elle est simple et touche au fond à l'intégrité et à l'unité de l'individu dans son rapport quotidien au réel:

...la globalisation de la disparition des anciennes catégories du réel et de l'individu remet en question l'éthique occidentale constituée avec la modernité et comporte de graves retombées politiques. Si l'individu physique disparaît ou s'il est relayé par une transmission électronique et virtuelle, la notion de responsabilité morale est ébranlée. ...Avec l'essor du direct télévisuel et des caméras branchées sur Internet (aussi bien à la maison que dans des lieux

<sup>74</sup> Paul Virilio, « Œil pour œil, ou le crash des images », *Le Monde diplomatique*, p. 26-7 mars 1998.

<sup>75</sup> Interview de Paul Virilio par Philippe Trétiack pour ELLE Magazine, Juillet 2000.

<sup>76</sup> Paul Virilio, *La Bombe informatique*, Galilée, Paris, 1998

publics), le monde subit une télésurveillance généralisée. Il y a là davantage qu'un voyeurisme universel : nous entrons dans l'ère de la délation optique.<sup>77</sup>

Sous la promesse d'une solidarité planétaire, véhiculée par les apologistes de l'inforoute de l'information, se cacherait-il un fantôme bénin semblable à un autre que nous côtoyons – celui que nous laissons entrer chez-nous chaque jour, lorsque nous allumons la TV? Suivant une enquête récente, Canadiens et Américains regardent plus de 7 heures de télévision par jour. C'est à peine croyable et c'est à se demander où les gens trouvent tout ce temps. On estime que les enfants nés dans le monde contemporain ont été, sont, et seront soumis à 18,000 heures de commerciaux de télévision avant d'avoir atteint l'âge de 16 ans. Avec les quotes d'écoute, les sondages BBM, les heures de pointes et les infomerciaux, ce sont les spectateurs eux-mêmes qui sont devenus objets de commodification. Les réseaux vendent leur publicité selon la composition des *publics-cibles*. Les émissions – et leur contenu – sont devenus des faire-valoir pour la publicité. Ce qui s'est installé, suite à toutes ces pressions, c'est une évacuation du sens du temps et de l'espace au profit d'un ailleurs fragmenté, décousu et disparate qui constitue 7 heures de notre rapport quotidien au monde. L'espace public que nous avait promis la TV s'est transformé en un « *vacuum* » spatial et temporel donnant naissance à l'image du « *potato couch* » (intraduisible),<sup>78</sup> sorte de récipient humain – bière d'une main et pizza *McCain* de l'autre – avalant à la fois sa nourriture gastronomique et télévisuelle dans un état comateux de symbiose entre le tube digestif et le tube électronique.

Une inforoute de l'information, soumise aux mêmes pressions et se développant sous emprise commerciale pourrait engendrer les mêmes distorsions spatio-temporelles avec en prime les bienfaits d'une liaison planétaire. Selon Virilio, la géographie politique perd de son importance avec le déclin de l'État nation et la globalisation du temps, essence même de la mondialisation économique. Cette globalisation du temps permet l'entrée en scène de la marchandise de l'information qui ne sera plus qu'une marchandise mentale, une virtualité, une apparence dans laquelle chacun sera bien plus à l'aise que dans la réalité commune.<sup>79</sup> Ce monde nouveau, celui d'une nouvelle élite de l'information, il faudra l'isoler du reste, - c'est en voie d'achèvement dans certaines localités de l'Arizona et de la Californie – pour que ses adeptes puissent s'y plonger totalement, sans liens autre que celui de la pure communication :

Dans un certain sens, une telle « société » devient une société mondiale, non pas parce que les échanges auraient lieu dans un même « village planétaire »

---

<sup>77</sup> Walid El Khachab, Université de Montréal No Future. Apocalypse Now, commentaires sur VIRILIO, Paul, La Bombe informatique  
[http://cri.histart.umontreal.ca/cri/fr/compte\\_rendu\\_walid\\_SetR.htm](http://cri.histart.umontreal.ca/cri/fr/compte_rendu_walid_SetR.htm)

<sup>78</sup> Voir Notes de fin E pour les paroles scabreuses d'une chanson sur les potato couch.

<sup>79</sup> Paul Virilio, « Œil pour œil, ou le krash des images », *Le Monde diplomatique*, p. 26-7 mars 1998.

mais parce que chacun deviendrait à lui-même son propre monde. Voilà le sens de plus approprié qu'il faut donner aujourd'hui à la notion de mondialisation .<sup>80</sup>

L'individu privatisé ne partagera ce monde qu'avec lui-même, à partir de ses identités virtuelles. Ainsi, l'autre monde – connu anciennement sous le nom de réalité - grevé de pollution, de dégâts matériels, de discordes et d'obsolescence - pourra être abandonné à son sort et livré tout entier à une humanité de second ordre.

Ce qui m'amène à formuler une dernière conclusion provisoire:

**d)** Le développement et la mise en place actuels des nouvelles technologies de l'information produisent un individu privatisé, c'est-à-dire, suivant la réflexion de Castoriadis, un type d'individu enfermé dans un petit milieu personnel – et j'ajouterais *virtuel*.

La technologie n'est pas neutre; elle est la résultante de l'engagement de pensées et de ressources dans une direction bien spécifique, à savoir celle de la croyance dans le progrès en vue d'un contrôle sur la nature. Individuellement, nous ne pouvons rejeter cette idée fondamentale tout en bénéficiant de ses conséquences. Il serait nécessaire alors, pour être conséquent, de retourner à l'âge de la Tradition et de l'Oralité. L'alternative demeure une approche critique vis-à-vis des Nouvelles Technologies de l'information.

En accord avec Anthony C. Wilhelm<sup>81</sup>, on peut affirmer que les NTC en général et l'inforoute de l'information en particulier posent des défis à la démocratie dont la résolution nécessite des études plus approfondies. Ces défis pourraient se regrouper sous les vocables suivants :

- Développement des capacités d'interactions avec le monde de l'informatique;
- Création d'un espace virtuel qui soit véritablement universel et accessible par tous;
- Reproduction des processus démocratiques (discussions, débats, délibérations), dans cet espace virtuel;
- Préservation et maintien de la sphère publique dans un contexte où dominant les forces du marché.

La maîtrise du langage informatique est loin d'être aussi répandue que le souhaiteraient les apologistes d'Internet. Son accès demeure encore limité pour les individus à cause des coûts inhérents à sa mise en place et à son fonctionnement. Il semble, également, que la véritable essence d'une démarche démocratique ne soit pas encore atteinte à travers Internet malgré la présence de certaines formes embryonnaires. Il semble aussi, et c'est le danger le plus grave, que la domination du médium par le marché, surtout si elle devient

<sup>80</sup> Paul Virilio, *L'Art du moteur*, 1993.

<sup>81</sup> Anthony G. Wilhelm, *Democracy in the Digital Age*, Routledge, New York, 2000.

planétaire, mettra un terme définitif aux aspirations de création d'un espace public tel qu'envisagé par Habermas, par exemple.

Le besoin de communiquer restreint ou limité par le discours de la rationalité technologique perd de son *inutilité*. Heidegger<sup>82</sup> souligne cette qualité propre au langage humain que de pouvoir exprimer *l'inutile* ainsi que des rapports au monde différents de ceux de causalité intrinsèque. Pour lui, la technologie produit un *arraisonnement* (all. *Gestell*), source de la domination idéologique de celle-ci dans le monde contemporain. Que l'on accepte ou pas une vision substantialiste de la technologie ne change rien au fait que nous risquons de perdre, non pas *un lien* avec le monde, mais, plus important encore, *des liens* qui restent encore insoupçonnés avec ce même monde. Sur un registre semblable, Habermas suggère l'idée d'une nouvelle *Technique*, une alternative, une autre attitude vis-à-vis de la nature qui fait qu'au lieu de la traiter en tant qu'objet, on puisse la considérer en tant que partenaire :

Et l'idée qu'il y a dans la nature une subjectivité encore enchaînée qui ne pourra pas être délivrée avant que la communication des hommes entre-eux ne soit libre de toute domination – cette idée a conservé un attrait tout particulier, pour ne pas dire plus.<sup>83</sup>

Doit-on irrémédiablement condamner les manifestations de la technologie sous le prétexte de sa domination au prix de nier, en même temps, un monde qui est là, qui est aussi le nôtre?

Il reste l'alternative d'orienter davantage les technologies des communications dans la direction du « bien commun » plutôt que vers celle du « bien privatisé ». Une autre lutte parmi d'autres à soutenir.

---

<sup>82</sup> Martin Heidegger, *Traditional Language and Technological Language*, conférence 1962.

<sup>83</sup> Jürgen Habermas, *La technique et la science comme idéologie*, Denoël, 1968.

## NOTES

### **A) Sur l'historique et les origines de l'UIT :**

C'est vers 1860 que la communication fut sacrée « agent decivilisation ». Son universalité était celle de l'empire victorien de la Grande-Bretagne. A partir des réseaux de chemins de fer, du télégraphe électrique et du câble sous-marin, ainsi que de la nouvelle voie interocéanique de Suez et de la navigation à vapeur, se tissait une représentation du monde comme « vaste organisme » dont toutes les parties seraient solidaires. Les réseaux qui maillent alors le globe, et que célèbrent des auteurs comme Jules Verne, deviennent le symbole d'un mode interdépendant où les économies nationales ont cédé la place à une nouvelle division internationale du travail. C'est autour des premiers réseaux de communication, expression physique de cette nouvelle « solidarité organique » - concept positiviste qui tranche sur la vieille notion de solidarité comme obligation morale -, que prend forme la première organisation intergouvernementale de l'ère moderne, la première instance internationale de régulation des flux transfrontières. C'est en 1865, en effet, plus de cinquante ans avant la Société des nations (ancêtre de l'actuelle Organisation des Nations unies), que fut fondée, à Paris, l'Union télégraphique internationale par une vingtaine de pays, la plupart européens. Elle est l'ancêtre lointain de l'actuelle Union internationale des télécommunications (UIT), qui devait voir le jour lors d'une conférence à Madrid, en 1932, à la suite de la fusion de cette Union télégraphique et de l'Union de la radiotélégraphie internationale, créée en 1906 à Berlin.

Tiré de : *Les nouveaux scénarios de la communication mondiale*

Armand Mattelard (*Monde diplomatique*, août 1995).

---

---

### **B) Déclaration des droits de l'homme**

#### **Article 12**

Nul ne sera l'objet d'immixtions arbitraires dans sa vie privée, sa famille, son domicile ou sa correspondance, ni d'atteintes à son honneur et à sa réputation. Toute personne a droit à la protection de la loi contre de telles immixtions ou de telles atteintes.

#### **Article 19**

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

---

---



### C) Internet

Sous sa formule initiale appelée ARPANET, Internet était un système décentralisé de communication utilisé par les militaires et dont l'objectif était de maintenir vivant le réseau de communication des États-Unis en cas de désastre militaire atomique. Les chercheurs universitaires qui l'ont mis au point s'en servirent pour communiquer entre-eux et se rendirent compte de son potentiel en tant qu'instrument mis à la disposition du public en général. C'est ainsi qu'est née la deuxième phase, ou phase publique, baptisée INTERNET.

---

### D) *e\*zine*

Les *e\*zine* (s) sont des revues publiées exclusivement en ligne sur Internet. Dans le cas de celle dont provient la citation il s'agit de CTHEORY, une revue électronique européenne se préoccupant de théories sur la communication, de technologie et de culture. Les articles, entrevues et recensions de livres sont publiés hebdomadairement ainsi que des essais théoriques sur des événements significatifs (*event-scenes*) sur la scène des médias. Adresse : <http://www.ctheory.com/>

---

### E) Paroles (un peu scabreuses) d'une chanson sur les « potato couch » :

he sits at home alone,  
 mesmerized by the t.v. glow  
 he stuffs his face with shit  
 he takes it up the ass  
 from the lazy boy he never leaves  
 i wonder if he'll ever quit

lazy idiot, get off your ass and find a job today  
 bob barker's beggin him to stay

at five or six o'clock  
 he masturbates to the weather girl  
 gives the remote a whirl  
 springer's on again

toothless girl with a double chin  
she used to be a man

stupid idiot, get off your ass and make a friend today  
comedy central's here to stay  
he thanks the lord each day for his t.v. guide and his fuckin' microwave  
he watches cable as he prays

lazy idiot, get off your ass  
and find a job today  
he thanks the lord each day for his t.v. guide  
comedy central's here to stay  
sloth, lust, gluttony  
fat, diseased, disgusting  
shit, sleeze, i'm all of these  
i'll ram it right down your throat  
before you can say it about me  
obacko

---

## BIBLIOGRAPHIE

- Baudrillard, Jean, *Simulacres et simulation*, Paris, 1981.
- Borgman, Christine L., *From Gutenberg to the Global Information Infrastructure: Access to Information in the Networked World*, MIT Press, mars 2000.
- Breton, Philippe, *Le culte de l'Internet*, ed. La Découverte, Paris 2000.
- Castells, Manuel, *La société en réseaux*; vol 1 de *L'ère de l'information*, Fayard 1998  
 \_\_\_\_\_, *La fin du millénaire*, vol 3 de *L'ère de l'information*; Fayard, 1999.
- Escobar, Arturo, *Encountering Development*, University of Princeton Press, 1995
- Freitag, Michel, *Dialectique et société*, Les Presses Saint-Martin, 1986.  
 \_\_\_\_\_, *Le naufrage de l'université et autres essais d'épistémologie politique*, Québec, 1995.
- Golding, Peter et Murdoch, Graham, « Culture, Communications, and Political Economy » in *Mass Media and Society*, James Curren et Michael Gurevitch, éditeurs, St Martin's Press N.Y. 1997.
- Hoy, David Couzens éd., *Michel Foucault : lectures critiques*, traduit de l'anglais par Jacques Colson. 1989.
- Innis, Harold, *Concept of Monopoly and Civilization, Explorations No 3*, 1954.  
 \_\_\_\_\_, *The Communication Bias* (1951)
- Longworth Elisabeth, *Le rôle des pouvoirs publics dans l'accès à l'information ; une mise à disposition plus large et plus efficace de l'information à caractère public*, Étude préparée pour le troisième Congrès international de l'UNESCO sur les enjeux éthiques, juridiques et sociétaux du cyberspace INFOéthique 2000.
- Mattelard, Armand et Michèle, *Histoire des théories de la communication*, Ed. La Découverte, Paris, 1995.
- Maxwell, Christine, *Impact des tendances mondiales sur l'accès universel aux ressources d'information*, Étude préparée pour le troisième Congrès international de l'UNESCO sur les enjeux éthiques, juridiques et sociétaux du cyberspace INFOéthique, 2000.
- McChesney, Robert W., *Rich Media Poor Democracy*, U. d'Illinois, 1999.
- McLaughlin, Lisa, « Feminism, the public sphere, media and democracy », *Media Culture and Society*. #15, 1993.
- McLuhan, Marshall, *La Galaxie Guttenberg*, (1962).
- Musso, Pierre, « Vers un oligopôle mondial 1 », *Manière de voir* # 46, juillet-août 1999.
- Nye Joseph S. et Owens William A., "America's Information Edge", *Foreign Affairs*, Mars/Avril 1996.
- Programme des Nations-unies pour le développement, *Rapport mondial sur le développement humain 2001 ; Mettre les nouvelles technologies au service du*

- développement humain*, De Boeck & Larcier s.a., Département De Boeck Université Paris, Bruxelles, 2001.
- Quéau Philippe, « Les termes inégaux des échanges électroniques », *Data Communication*, Paris, no 1, octobre 1998.
- Rheingold, H. (1993) *The Virtual Community*, Massachussets: Addison-Wesley Publishing Company, 1993.
- Rotenberg, Marc, *La protection de la dignité humaine à l'ère du numérique*, Étude préparée pour le troisième Congrès international de l'UNESCO sur les enjeux éthiques, juridiques et sociétaux du cyberspace INFOéthique 2000.
- Rothkopf, David, "In Praise of Cultural Imperialism?", *Foreign Policy*, no. 107, été 1997.
- Serexhe, Bernhard, « Deregulation/Globalisation: The Loss of Cultural Diversity? », *CTHEORY*
- Schiller, Herbert I., *Information Inequality : the Deepening Social Crisis in America*, Routledge, New York, 1996.
- \_\_\_\_\_, « Dominating the Electronic Era », Éd. anglaise du *Monde diplomatique*, sept. 1998.
- Thornton, Alinta, *Does Internet Create Democracy?*, University of Technology, Sydney, 2000.
- Virilio, Paul, *L'Art du moteur*, 1993.
- Wilhelm, Anthony G., *Democracy in the Digital Age*, Routledge New York, 2000.
- Wolfensohn, James, *E-Government in Developing Countries*, World Bank President Speech at the World Bank/Development Gateway Conference, Washington, D.C. June 11, 2001.